

RAPPORT SUR LA SOLVABILITE
ET LA SITUATION FINANCIERE

EXERCICE 2021



Siège social : 2 Rue de l'île Mystérieuse – 80440 BOVES

LEXIQUE

RSR - Regular Supervisory Report - Rapport régulier au contrôleur à destination du Superviseur.

SFCR - Solvency and Financial Condition Report - Rapport public sur la solvabilité et la situation financière.

BE - Best Estimate : *Meilleure estimation des flux de trésorerie futurs*

BSCR - Basic Solvency Capital Requirement / Capital de Solvabilité Requis de Base : *Exigence en capital correspondant à l'agrégation des modules Vie, Non-Vie, Crédit, Marché et Santé.*

IDA/IDP - Impôts Différés Actifs/Passifs : *Impôts théoriques dus aux écarts de revalorisation entre bilan comptable et économique.*

MCR - Minimum Capital Requirement / Minimum de Capital Requis : *Exigence en capital en-deçà de laquelle les fonds propres économiques ne peuvent passer sous peine, pour l'organisme, de se faire retirer son agrément.*

NSLT - Non Similar to Life Techniques : *Santé Non Similaire à la Vie*

SCR - Solvency Capital Requirement / Capital de Solvabilité Requis : *Exigence en capital nécessaire pour couvrir une perte bicentenaire (probabilité de 0,5% à horizon 1 an).*

SLT - Similar to Life Technique : *Santé similaire à la Vie*

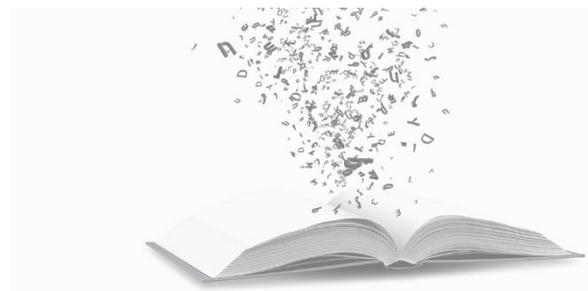
USP - Undertaking Specific Parameters / Paramètres spécifiques à l'organisme : *Ce sont des méthodologies standardisées permettant de remplacer certains paramètres de la formule standard.*

ACPR - Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution

EIOPA - European Insurance and Occupational Pensions

ORSA – Own Risk and Solvency Assessment : Evaluation interne des risques et de la Solvabilité

LOB - Line of Business (ligne d'activité)



PREAMBULE

Pourquoi un rapport narratif public ?

Afin de démontrer leur capacité à maîtriser leurs risques, les organismes d'assurance sont amenés, depuis le 1^{er} janvier 2016, à tenir annuellement à disposition du public un rapport narratif dénommé le « Rapport sur la Solvabilité et la Situation Financière » ou le SFCR (Solvency and Financial Condition Report).

Le but de ce rapport est double :

- D'une part, il permet de confirmer la capacité des organismes d'assurance à respecter leurs engagements vis-à-vis des assurés et donc d'assurer à ces derniers qu'ils n'encourent aucun risque au niveau de leur solvabilité sur le court et moyen terme.
- D'autre part, la communication publique permet aux assurés d'effectuer une comparaison entre les différents acteurs du marché assurantiel.

Sur quels éléments peut-on faire une comparaison entre les acteurs du marché ?

Afin de répondre aux objectifs précités, le rapport présente notamment, la performance, le système de gouvernance, le profil de risque, la valorisation et la gestion de capital de l'organisme concerné ainsi que son ratio de solvabilité.

Qu'est-ce qu'un ratio de solvabilité ?

Le ratio de solvabilité est un indicateur défini au niveau Européen visant à s'assurer que les organismes d'assurance disposent de la richesse nécessaire pour couvrir un risque bicentenaire.

Dans ce cadre, le présent rapport validé au conseil d'administration du 30/03/2022 vous est présenté.



SYNTHESE

A. ACTIVITES ET RESULTATS

Les AMP sont une société d'assurance mutuelle régie par le Code des Assurances.

Elle exerce son activité exclusivement en France en assurances de dommages (incendie, accident et risques divers) et en assurances de personnes (santé individuelle, garantie des accidents de la vie et individuelles accidents).

En 2021, son chiffre d'affaires a diminué de 8 % à 27 910 K€ contre 30 386 K€ en 2020.

Cette baisse de l'encaissement est la conséquence directe de 2 décisions assumées par l'entreprise, à savoir :

- Un gel des tarifs accordé aux assurés lors des échéances 2021 dans le contexte de la pandémie,
- Le non-renouvellement des contrats du portefeuille du courtier grossiste lors des échéances 2021 à la suite de l'arrêt du partenariat effectif au 31 décembre 2020.

La distribution des produits AMP est assurée par l'intermédiaire de ses différents réseaux : 10 agences salariés situées dans les Hauts de France et des courtiers de proximité sur l'ensemble du territoire.

Sur l'exercice sous revue, les cotisations sont restées stables sur les différentes branches d'activités. Seul le risque automobile enregistre une baisse prévue de son chiffre d'affaires de 16% en lien direct avec l'arrêt du partenariat avec le courtier grossiste.

L'exercice 2021 a connu une nette amélioration de la sinistralité à la suite de l'absence d'événements climatiques d'importance et de la non-survenance de sinistre majeur. Avec une amélioration de 16 points du rapport Sinistres/Primes entre les 2 exercices, les AMP enregistrent un ratio S/P à 65% vs 81% qui bénéficie à toutes les branches d'activités.

Le résultat technique (1 150 K€) combiné à un résultat financier et exceptionnel y compris participation de 467 K€ permet à la mutuelle d'enregistrer un résultat comptable positif après impôt de 1 127 K€ et d'alimenter ainsi les fonds propres à hauteur de 1 166 K€ (droits d'adhésion compris) qui atteignent désormais 20 208 K€.

B. SYSTEME DE GOUVERNANCE

La gouvernance de l'entreprise repose à la fois sur l'assemblée générale composée de 50 délégués représentant l'universalité des sociétaires, un conseil d'administration composé de 10 administrateurs élus dont 1 salarié administrateur et 2 représentants du comité Social et Economique (CSE) ainsi que le directeur général nommé par le conseil d'administration et les 2 autres dirigeants effectifs opérationnels.

Le conseil d'administration détermine les orientations de l'activité de la société et veille à leur mise en œuvre par la direction générale.

Les fonctions clés sont portées par le directeur général à l'exception de la fonction d'audit interne assurée par le président du comité d'audit.

La direction effective organisée depuis 2016 autour du binôme président /directeur général a évolué vers un nouveau modèle organisationnel : la dissociation des fonctions exécutives et de surveillance a été validée par le conseil d'administration avec la nomination d'une nouvelle direction effective opérationnelle composée autour du directeur général, de la directrice générale adjointe et de la directrice administrative et financière.

Ces nouvelles nominations ont fait l'objet d'une déclaration auprès de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR).

C. PROFIL DE RISQUE

Le profil de risque des AMP regroupe l'ensemble des risques auxquels la Société est exposée.

Les AMP ont identifié et analysé au sein de son dispositif les risques auxquels elle est soumise :

- Le risque de souscription,
- Le risque de marché,
- Le risque de liquidité,
- Le risque opérationnel.

AMP a mis en place un ensemble de techniques d'atténuation de ces différents risques qui font l'objet pour la plupart d'entre eux de tests de résistance dans le cadre de l'ORSA (évaluation interne des risques et de la solvabilité)

D. VALORISATION A DES FINS DE SOLVABILITE

Au 31 décembre 2021, les actifs des AMP en normes Solvabilité 2 s'élèvent à 40 425 K€ en valeur de marché.

L'actif en valeur Solvabilité 2 s'élève à 79 243 K€ et le passif à 57 699 K€.

Les provisions techniques en normes Solvabilité 2 (BE) sont d'un montant de 40 678 K€ bruts de réassurance et à 9 569 K€ nets de réassurance.

E. GESTION DU CAPITAL

Les ratios de couverture du SCR et du MCR sur les années 2020/ 2021 sont les suivants :

Indicateurs de Solvabilité	2020	2021
Ratio SCR	281%	298%
Ratio MCR	564%	582%

En 2021, le ratio de solvabilité augmente de 17 points.

Le capital de solvabilité requis (SCR) en légère diminution rapportée à l'augmentation du niveau des fonds propres économiques comparé à l'exercice précédent (21 544 K€ contre 20 853 K€ en 2020) explique cette progression du ratio de couverture.

SOMMAIRE

A	ACTIVITE ET RESULTATS	7
B	LE SYSTEME DE GOUVERNANCE	15
C	PROFIL DE RISQUE	36
D	VALORISATION POUR LES BESOINS DE SOLVABILITE 2	42
E	GESTION DU CAPITAL	56
F	ANNEXE : QRT PUBLICS	60

A. ACTIVITE ET RESULTATS

A.1. ACTIVITE

A.1.1 Présentation de l'entreprise

Les AMP sont une société d'assurance mutuelle à cotisations variables régie par le Code des Assurances créée en 1978 et héritière de la Caisse Départementale des Incendies de la Somme fondée en 1819.

Les AMP ont vocation à apporter une protection aux personnes et aux biens de ses sociétaires. A fin 2021, la mutuelle emploie 53 salariés.

Le siège social est situé à Boves, en périphérie d'Amiens, dans le département de la Somme et regroupe 29 salariés dans une organisation qui s'articule autour d'une direction générale et des services production/commercial, juridique/conformité, gestion des sinistres, moyens généraux, comptabilité/ressources humaines et informatique.



Organisée autour d'un réseau commercial de 24 salariés dont 2 alternants pour 10 agences, toutes situées dans la région des Hauts de France d'une part, et d'un réseau de courtiers partenaires sur l'ensemble du territoire national d'autre part, les AMP proposent une large gamme de produits et services qui répond aux besoins de ses sociétaires particuliers, professionnels et collectivités locales.

Assureur généraliste à vocation essentiellement régionale, elle exerce ses activités dans les branches Dommages aux biens, Protection juridique (agrément 1979), Automobile et autres branches comme la RC (agrément 1988), et la Maladie avec la Santé individuelle (agrément 1999).

L'autorité de contrôle référente chargée du contrôle de l'organisme est **l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution** (ACPR). Les remises à l'ACPR ont pour but de s'assurer que l'organisme est bien compétent afin d'exercer les activités autorisées du fait des agréments détenus.

L'ACPR peut être contacté à l'adresse suivante :

<https://acpr.banque-france.fr/moved-lacp/contactez-nous.html>.

Nom et coordonnées des Commissaires aux Comptes :

GRANT-THORNTON
katell.morvan@fr.gt.com

Avec près de 42 000 sociétaires et plus de 73 000 contrats en portefeuille, le chiffre d'affaires est en baisse de 8 % en 2021 avec un ratio S/P qui s'améliore nettement à 65% en exercice de survenance.

Branches d'activités	Nombre de contrats	Cotisations acquises en K€	Charges de sinistres en K€	S/P 2021
DOMMAGE AUX BIENS et autres	42 721	12 418	8 057	64,9%
AUTOMOBILE	24 908	12 908	8 599	66,6%
ASSURANCE de PERSONNES (Santé, GAV et IAC)	5 632	2 584	1 417	54,9%
TOTAL	73 261	27 910	18 074	64,8%

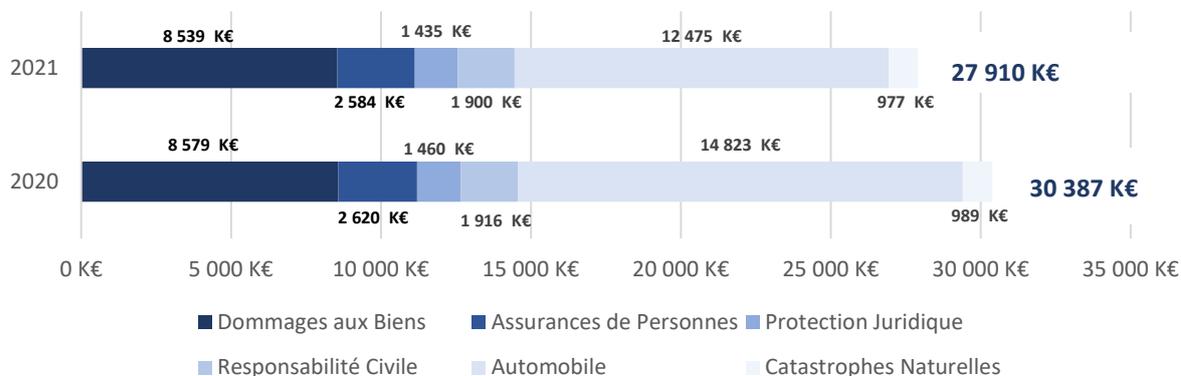
A.1.2 Tendances et facteurs du développement de l'organisme

En 2021, le chiffre d'affaires des AMP est en diminution de 8% pour s'établir à 27 910 K€.

Cette baisse est le résultat direct et exclusif d'une baisse attendue des cotisations sur le risque automobile lié à l'arrêt de la collaboration avec le courtier grossiste.

La ventilation du chiffre d'affaires par ligne d'activité importante est présentée dans le graphique suivant :

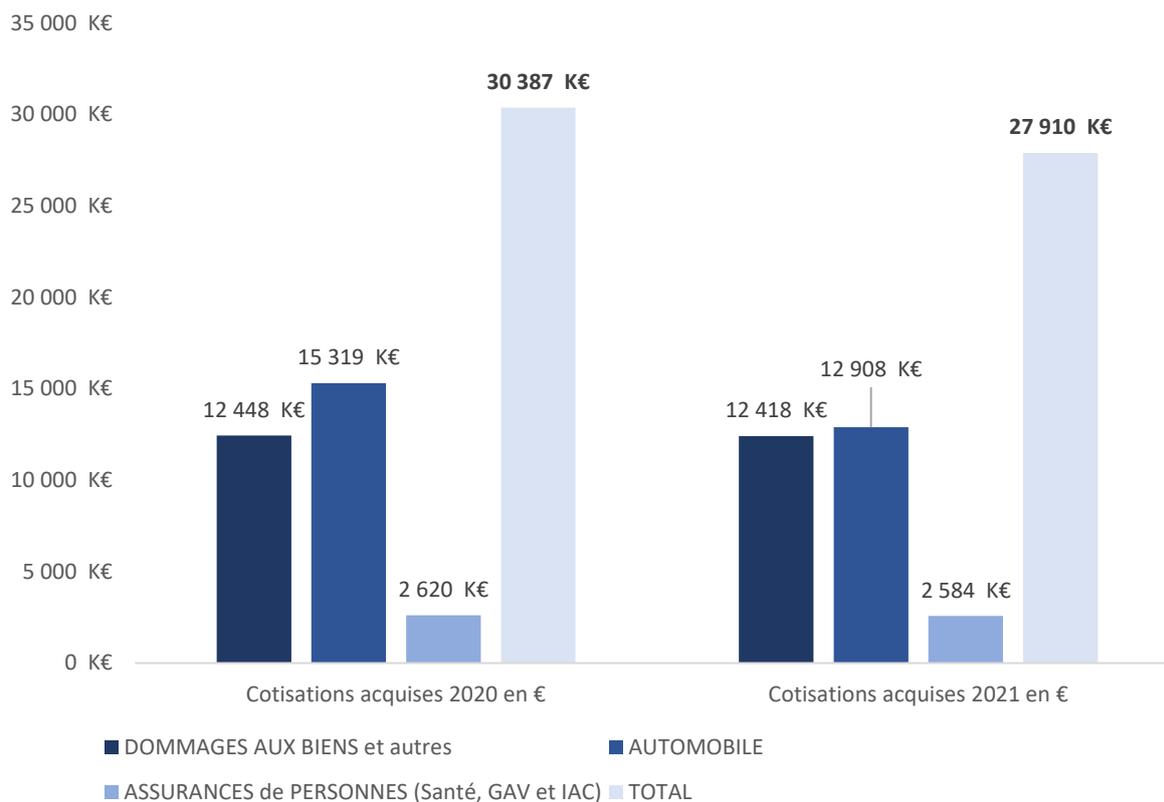
Répartition des cotisations par branche d'activité (vision globale)



Située principalement sur les risques de masse avec un marché du particulier très concurrentiel, l'entreprise se développe grâce à la qualité de ses produits, à la personnalisation de la relation entretenue avec son sociétariat et à sa volonté de trouver des leviers de croissance rentables et équilibrés, complémentaires à l'activité traditionnelle.

Elle répond aux besoins des sociétaires en s'adaptant à l'environnement dans lequel elle évolue et évite les risques qu'elle n'a pas la capacité de soutenir compte tenu de sa taille et de ses fonds propres.

Evolution du chiffre d'affaires entre 2020 et 2021



A.1.3. Objectifs de développement

Le développement rentable de l'activité reste l'objectif premier de l'entreprise avec une qualité de souscription qui reste au cœur des préoccupations des AMP.

Au regard de cela et sur les 3 prochaines années, l'entreprise va s'appuyer fortement sur son réseau d'agences salariés et sur le courtage direct pour remplir ses objectifs de développement.

Les objectifs de la mutuelle sur cette période seront :

- Le développement du réseau des agences AMP et la croissance maîtrisée de l'activité courtage direct,
- La recherche de partenariats externes et complémentaires à l'activité,
- Et toujours un accompagnement fort des équipes au service de la croissance du chiffre d'affaires et des nouveaux services à apporter aux sociétaires.

A.2. RESULTAT DE SOUSCRIPTION

A.2.1 Performance de souscription globale en 2021

AMP enregistre en 2021 un résultat technique de 1 150 K€, en hausse par rapport à l'année précédente (+ 1 145 K€).

Au compte technique, les produits sont constitués :

- Des primes acquises à l'exercice qui sont d'un montant de 27 910 K€,
- Des produits de placements alloués pour un montant de 290 K€,
- D'une reprise de la provision pour risques en cours de 2 230 K€,
- D'autres produits techniques pour 497 K€.

Les charges comptabilisées sont :

- Les sinistres réglés et provisionnés pour un montant de 12 236 K€ dont les frais de gestion sinistres pour 815 K€,
- Les frais de fonctionnement de l'entreprise pour 6 768 K€,
- De la variation de la provision d'égalisation avec une dotation nette de 158 K€,
- Et d'un solde négatif de réassurance d'un montant de 10 614 K€.

Pour l'exercice de survenance 2021, la charge technique s'améliore avec un ratio sinistres/primes qui s'établit à 64,8 % vs 80,8% en 2020 et se décompose selon les LOB de Solvabilité 2 suivants :

LoB S2	S/P
Dommage aux biens	73%
Responsabilité civile	45%
Responsabilité civile Automobile	54%
Dommages automobiles	84%
Protection juridique	22%
Assurances de personnes (Santé individuelle, GAV et Ind. Acc. Corp.)	55%

La combinaison des indicateurs que sont le ratio de sinistralité et le taux de chargement des activités nous permet de mesurer la rentabilité technique de nos produits brute de réassurance pour définir le ratio combiné brut comptable de la société qui s'établit alors à 59 % en 2021 contre 113 % en 2020.

Après intervention de la réassurance, le ratio combiné net ressort à 97 % en 2021 contre 100 % en 2020.

Résultat de souscription globale	2020	2021	Var en %	Var en K€
Primes émises	34 092	26 278	-22,9%	-7 814
Primes acquises	30 387	27 910	-8,2%	-2 477
Charge sinistres	-27 991	-10 164	-63,7%	17 827
Solde de réassurance	3 974	-10 614	367,1%	-14 588
Frais	-6 481	-6 272	-3,2%	209
Autres produits techniques	117	290	148,4%	173
Résultat technique net	5	1 150	2100,7%	1 145

En détail, la ventilation par ligne d'activité importante est présentée dans les tableaux qui suivent :

Incendie et autres Dommages aux biens	2020	2021	Var en %	Var en K€
Primes émises	8 579	8 537	-0,5%	-42
Primes acquises	8 579	8 537	-0,5%	-42
Charge sinistres	-6 834	-4 811	-29,6%	2 023
Solde de réassurance	-224	-2 188	878,3%	-1 965
Frais	-1 756	-2 084	18,7%	-328
Autres produits techniques	27	81	204,8%	54
Résultat technique net	-208	-465	-123,4%	-257

Malgré le gel des tarifs en 2021 qui a représenté une perte d'aliment tarifaire, les primes des contrats incendie et autres dommages aux biens sont restées stables.

La charge des sinistres a diminué de près de 30% en raison de bonis sur exercices antérieurs, de l'absence combinée en 2021 d'évènements climatiques importants et de sinistres graves supérieurs aux priorités des traités de réassurance non proportionnels d'où un solde négatif de réassurance qui détériore le résultat technique.

Frais de soins (Santé, GAV et Indiv. Acc.)	2020	2021	Var en %	Var en K€
Primes émises	2 617	2 582	-1,3%	-35
Primes acquises	2 620	2 584	-1,4%	-36
Charge sinistres	-1 581	-1 346	-14,9%	235
Solde de réassurance	-347	-482	39,1%	-135
Frais	-269	-317	17,8%	-48
Autres produits techniques	4	7	83,6%	3
Résultat technique net	426	445	4,4%	19

Le résultat technique s'améliore de 4 % en raison de la variation des provisions de sinistres 2020 et 2021.

RC Automobile	2020	2021	Var en %	Var en K€
Primes émises	10 852	5 155	-52,5%	-5 697
Primes acquises	8 561	6 526	-23,8%	-2 035
Charge sinistres	-14 161	2 457	-117,3%	16 617
Solde de réassurance	7 106	-6 861	196,5%	-13 968
Frais	-2 132	-1 391	-34,7%	741
Autres produits techniques	50	106	112,6%	56
Résultat technique net	-576	836	245,2%	1 411

Autres Dommages Automobiles	2020	2021	Var en %	Var en K€
Primes émises	7 679	5 683	-26,0%	-1 996
Primes acquises	6 332	5 951	-6,0%	-381
Charge sinistres	-4 037	-4 258	5,5%	-222
Solde de réassurance	-1 017	-427	-58,0%	590
Frais	-1 415	-1 402	-0,9%	13
Autres produits techniques	13	25	92,4%	12
Résultat technique net	-123	-111	10,1%	12

Les primes acquises automobiles sont en baisse de 16 % dû exclusivement à la résiliation du partenariat avec le courtier grossiste.

Le résultat technique s'améliore en raison de la révision d'un sinistre grave 2020 provisionné à 4 400 K€ et actualisé à 500 K€ en 2021, et de la reprise de provision pour risques en cours à la suite de l'amélioration du rapport S/P.

Les frais évoluent également significativement à la baisse en RC automobile à la suite de la provision comptabilisée en 2020 sur les commissions à verser au courtier grossiste sur les primes à émettre et de la diminution des frais d'acquisition reportés.

Protection Juridique	2020	2021	Var en %	Var en K€
Primes émises	1 459	1 434	-1,7%	-25
Primes acquises	1 390	1 435	3,2%	45
Charge sinistres	-245	-181	-26,0%	64
Solde de réassurance	-569	-426	-25,0%	142
Frais	-295	-356	20,6%	-61
Autres produits techniques	4	12	172,0%	7
Résultat technique net	286	483	69,2%	198

La protection juridique est distribuée au sein de plusieurs contrats, soit en inclusion soit en produit distinct.

Les charges de sinistres et de réassurance diminuent d'où un résultat technique qui s'améliore.

Catastrophes Naturelles	2020	2021	Var en %	Var en K€
Primes émises	989	985	-0,4%	-4
Primes acquises	989	977	-1,2%	-12
Charge sinistres	-281	-1 018	262,3%	-737
Solde de réassurance	-419	172	343,9%	591
Frais	-207	-244	15,1%	-37
Autres produits techniques	2	10	379,4%	8
Résultat technique net	83	-103	-223,5%	-186

Les garanties catastrophes naturelles sont incluses dans les différents contrats dommages aux biens et automobile d'où une variation de ces primes liée à l'évolution de l'encaissement des dits produits. Malgré un solde de réassurance favorable aux AMP, le résultat technique est déficitaire en raison de sinistres importants.

RC Multirisques	2020	2021	Var en %	Var en K€
Primes émises	1 916	1 900	-0,9%	-17
Primes acquises	1 916	1 900	-0,9%	-17
Charge sinistres	-853	-1 006	17,9%	-153
Solde de réassurance	-558	-402	-28,0%	156
Frais	-407	-478	17,5%	-71
Autres produits techniques	17	50	187,8%	33
Résultat technique net	116	65	-44,3%	-51

A.2.2 Techniques d'atténuation des risques employées

L'entreprise évite les risques qu'elle n'a pas la capacité de soutenir compte tenu de sa taille et de ses fonds propres.

La politique de souscription est extrêmement liée à la politique de réassurance et les contrats de réassurance sont en cohérence avec les limites et les différentes garanties proposées par la mutuelle.

Le transfert du risque est contractualisé principalement en réassurance proportionnelle.

La conservation est quant à elle protégée par des traités en excédent de sinistres avec des priorités adaptées à la taille de l'entreprise.

L'architecture de réassurance en quote-part multibranches mise en place depuis plusieurs années protège la mutuelle. La réassurance représente cette année une charge de 10 614 K€.

A.3. RESULTAT DES INVESTISSEMENTS

A.3.1 Analyse de la performance globale des investissements

Les investissements de la mutuelle sont répartis sur plusieurs classes d'actifs : obligations, actions, OPCVM, immobilier et trésorerie.

Les principales sources de revenus sont les coupons d'obligations, les dividendes d'actions, les produits de SCPI et les loyers d'immeubles.

En 2021, les principaux mouvements sur le portefeuille des actifs ont été :

- L'augmentation de l'exposition du portefeuille en produits de taux avec le renforcement de la poche obligataire,
- La réalisation de plus-values latentes pour capter l'augmentation des actions,
- La souscription de plusieurs comptes à terme.

Evolution des produits et charges en k€	2020		2021	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Immobilier de placement	290	219	300	232
Actions et OPCVM	39	0	20	0
Obligations	581	0	707	0
Intérêts et emprunts	0	13	0	6
Dépôts sur livrets et comptes à terme	29	0	31	0
Dépréciation/reprise	799	0	29	23
Frais de gestion	0	20	0	16
Plus ou moins-value réalisée	402	1 566	256	60
Amort surcote/décote	169	156	15	68
TOTAL	2 310	1 974	1 358	405

La performance globale des investissements est linéaire et correspond à une politique de gestion des actifs prudente, orientée vers la recherche d'un équilibre entre sécurité et rentabilité : le taux de rendement financier (revenus des placements/valeur de réalisation) s'établit à 2,8 %.

En détail, les rentabilités des différentes classes d'actifs en 2020 sont les suivantes :

- Obligations : 3,2 %
- Actions : 1,2 %
- Immobilier : 4,1 %

Le résultat financier 2021 (953 K€) est en hausse de 284 % comparé à l'exercice précédent (336 K€).

Des charges financières en forte baisse et une progression de 22 % des revenus obligataires ont notamment permis une évolution significative du résultat financier.

Le compte de résultat 2021 s'établit comme suit :

Compte de résultat en K€	2020	2021	Variation (en %)
Cotisations acquises	30 386	27 910	-8,2%
Charge de sinistres	-27 991	-10 164	-63,7%
Frais généraux	-6 481	-6 272	-3,2%
Produits de placements alloués	117	290	148,4%
Solde technique avant réassurance	-3 968	11 765	
Solde de réassurance	3 974	-10 614	
Résultat technique	5	1 150	
Résultat financier net de produits alloués	219	663	202,1%
Résultat courant	299	1 617	441,1%
Impôt sur les sociétés	-87	-490	465,0%
Résultat net	212	1 127	431%

A.3.2 Facteurs susceptibles d'influencer la performance à court terme et moyen terme

Compte tenu d'un environnement de taux d'intérêt durablement bas, la mutuelle s'adapte au contexte en s'orientant vers des obligations hybrides dites « perpétuelles » proposant, pour des classes de signature de qualité, des rendements supérieurs aux obligations seniors à taux fixe.

En tout état de cause, la politique financière validée annuellement par le conseil d'administration encadre l'appétence aux risques financiers de la mutuelle. Toute évolution significative du profil du risque entraîne des échanges avec le conseil d'administration.

A.4. AUTRES INFORMATIONS

En 2021, les AMP ont fait le choix de s'engager dans la voie du maintien et de l'évolution de leur SI propriétaire.

B. LE SYSTEME DE GOUVERNANCE

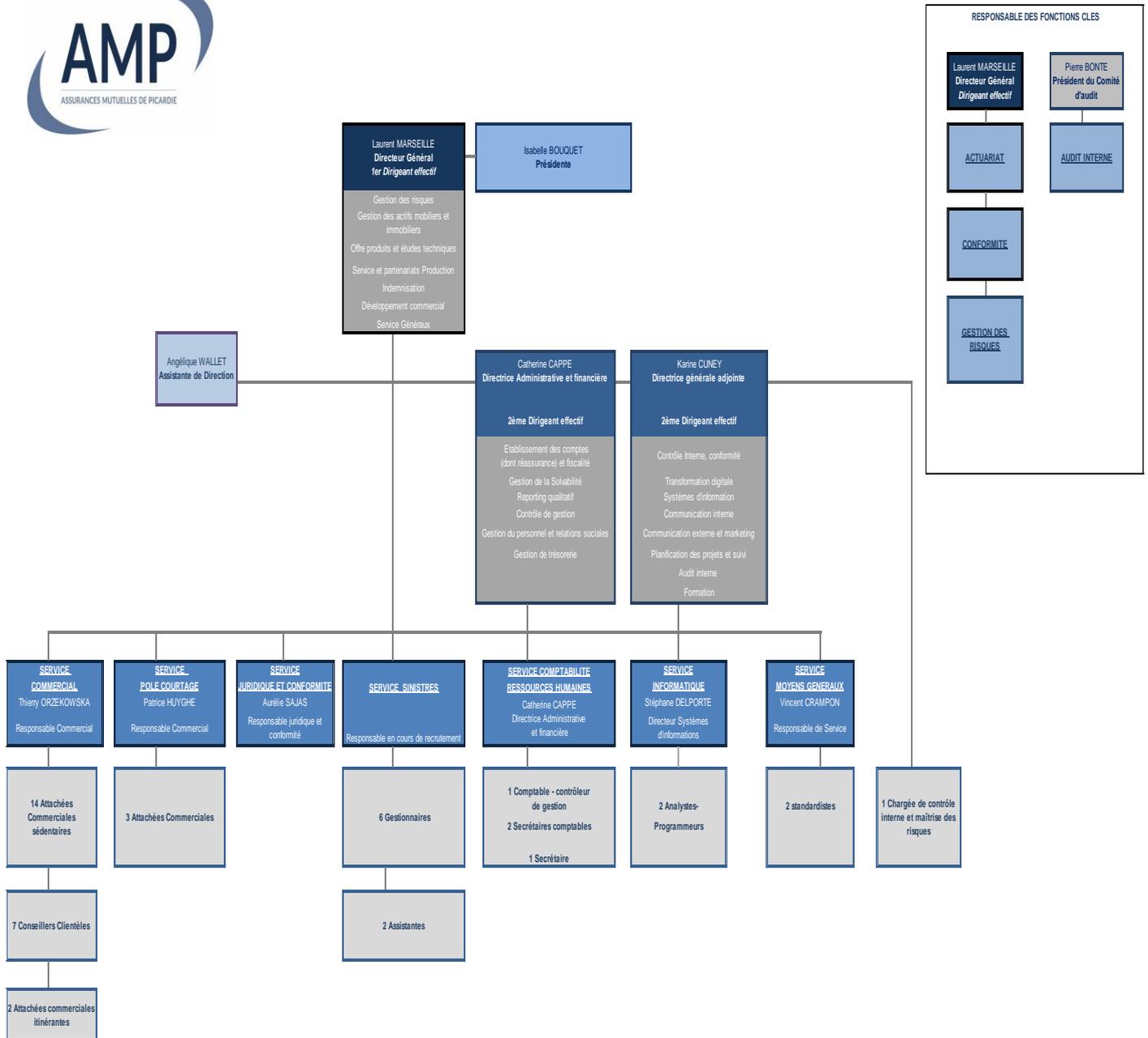
B.1. INFORMATIONS GENERALES SUR LE SYSTEME DE GOUVERNANCE

L'exigence générale en matière de gouvernance imposée par l'article 44 de la Directive, repose sur un système de gouvernance efficace, visant à garantir une gestion saine et prudente de l'activité.

Le système de gouvernance mis en place au 31/12/2021 s'articule comme suit :



ORGANIGRAMME DE LA SOCIETE 31/12/2021



L'atteinte des objectifs visés par la directive à savoir :

- une structure organisationnelle transparente et adéquate,
- une répartition claire et une séparation appropriée des responsabilités,
- un dispositif efficace de transmission des informations.

continue d'être poursuivie d'exercice en exercice.

B.1.1 Organisation opérationnelle de l'entreprise

L'organisation des AMP est axée autour de 5 secteurs principaux d'activité répartis comme suit :

- **Le Service Commercial** : 10 agences avec 24 salariés et 1 pôle courtage 71 intermédiaires (courtiers directs). Leur mission consiste à la souscription et la gestion des contrats.
- **Le Service Sinistres** prend en charge les déclarations de sinistres et les règlements y afférents jusqu'à la clôture des dossiers. Il est composé d'une responsable des sinistres et de 7 gestionnaires.
- **Le service Administratif et Financier (comptabilité, Ressources Humaines et Contrôle de gestion)** : effectue toutes les opérations comptables et sociales de la Société et produit les documents administratifs, sociaux et fiscaux. Il est composé d'une responsable, d'une comptable contrôleur de gestion, de 2 aides comptables et une secrétaire.
- **Le service Informatique** met en place les programmes et les états afin que tous les services cités précédemment puissent accomplir leurs tâches. Il est composé d'un responsable et de 2 analystes programmeurs.
- **Le service juridique et conformité** : garantit la conformité réglementaire, fait appliquer les dispositions juridiques au sein de l'entreprise.
- **Le service contrôle interne et maîtrise des risques** : conçoit, suit, contrôle et met à jour l'application des process, procédures et règlement au sein de l'entreprise.

B.1.2 Gouvernance de l'entreprise

Conformément à la réglementation, le système de gouvernance de la structure s'articule autour de deux principaux acteurs : le conseil d'administration et les quatre fonctions clés.

L'AMSB (organe d'administration, de gestion ou de contrôle) : composé du conseil d'administration et des trois dirigeants effectifs

✓ **Le conseil d'administration :**

Le conseil d'administration a un rôle prédominant dans la gestion et l'organisation des AMP. Sa structure ainsi établie permet une transparence dans les comptes et la stratégie de la Société.

✓ *Sa composition*

Le Conseil est composé de :

- Neuf membres élus par l'Assemblée Générale pour une durée de six ans parmi les sociétaires à jour de leurs primes.
- Un représentant du personnel élu par ses pairs pour une durée de 3 ans.
- Deux représentants élus par le comité social et économique qui assistent aux réunions avec voix consultative.

✓ Ses attributions

- Détermine les orientations de l'activité de la Société et leur mise en œuvre, et procède aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns.
- Elit les président et Vice-président parmi ses membres pour la durée de leur mandat d'administrateur. Il peut les révoquer à tout moment.
- Nomme les membres du comité d'audit
- Nomme le directeur général et fixe sa rémunération.
- Se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la Société.
- Arrête les comptes annuels.
- Approuve les différents rapports narratifs Solvabilité 2 ainsi que les politiques écrites.

✓ Son organisation

Convocation et ordre du jour : Le conseil d'administration se réunit autant de fois qu'il est nécessaire, mais au minimum 4 fois par an. Il délibère sur l'ordre du jour arrêté par le président.

Lorsque le conseil d'administration ne s'est pas réuni depuis plus de deux mois, le tiers au moins de ses membres ainsi que le directeur général peuvent demander au président de convoquer le Conseil sur un ordre du jour déterminé.

Quelques jours avant chaque réunion, les administrateurs reçoivent l'ordre du jour de celle-ci et le compte-rendu du conseil d'administration précédent de façon à ce qu'ils puissent s'assurer de l'exactitude de celui-ci.

Délibérations : Les administrateurs doivent prendre des décisions :

- Formalisation : quelques jours avant les réunions et par messagerie, les administrateurs sont destinataires de l'ordre du jour de la dite réunion, des fiches de travail correspondantes et du projet de compte rendu du précédent conseil d'administration ; lors des réunions, les dossiers individuels sont alimentés des mêmes documents transmis préalablement par messagerie. Les administrateurs ont ainsi connaissance de tous les documents nécessaires à leur mission
- Synthèse des débats : chaque sujet donne lieu à débat, à l'issue duquel le président effectue la synthèse et formalise la décision.
- Les procès-verbaux des Conseils d'Administration établis par le président sont consignés sur un recueil réservé exclusivement à cet effet et signé par tous les administrateurs lors de la séance suivante.
- Il est proposé aux administrateurs de suivre aux frais de la Société des formations auprès d'organismes spécialisés et chaque administrateur peut s'inscrire à une formation dédiée à cette fonction.

En 2021, le conseil d'administration s'est réuni à 7 reprises.

Le taux de présence 2021 des administrateurs aux réunions du Conseil a été de 80 %.

✓ **Les dirigeants effectifs :**

En décembre 2021, le conseil d'administration a accepté une évolution du modèle actuel (président et directeur général) vers une direction effective opérationnelle à 3 : directeur général, directrice générale adjointe et directrice administrative et financière.

La présidente conserve son mandat de président du conseil d'administration mais n'est plus second dirigeant effectif.

Ces nouvelles nominations ont fait l'objet d'une acceptation par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR) le 14 février 2022.

Avec un minimum de 2 dirigeants effectifs pour incarner le principe des « 4 yeux » ou double regard souhaité par la réglementation, les AMP ont fait le choix d'aller plus loin en dissociant les fonctions exécutives des fonctions de contrôle et de surveillance dévolues au conseil d'administration. C'est ainsi qu'une direction effective exclusivement opérationnelle a été constituée afin d'exécuter au mieux les intérêts de la société sous le contrôle du conseil d'administration.

Afin d'éviter qu'une seule personne dispose d'un pouvoir de décision échappant à tout contrôle, les décisions importantes doivent être visées au moins par deux autres personnes.

✓ **Le directeur général :**

M. Laurent MARSEILLE, directeur général, est chargé de l'exécution des actes de la Société ainsi que de toutes les décisions prises par l'Assemblée Générale et le conseil d'administration.

- Le directeur général n'est pas administrateur. Il assiste néanmoins aux réunions avec voix consultative, mais ne participe pas aux prises de décisions.
- Le directeur général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom des AMP. Il exerce ses pouvoirs dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux que la loi attribue expressément à l'Assemblée Générale et au conseil d'administration.
- Le directeur général rend compte en permanence au président de tous les sujets ayant trait au fonctionnement de la Société et expose les informations pouvant ou devant être débattues au conseil d'administration. Dès lors, le président fixe l'ordre du jour, à l'instar des éléments suivants :
 - *Des comptes annuels que le conseil d'administration devra arrêter*
 - *De la réassurance et de sa structure*
 - *Des placements financiers et des partenaires y affectés*
 - *Des principaux tarifs (automobile, santé, dommages aux biens)*
 - *Des orientations nouvelles relatives à la politique commerciale et au développement*
 - *De la communication en général*
 - *Du social (du personnel et de la formation)*
 - *Des acquisitions importantes (acquisition de matériel et/ou biens d'équipement et d'immeubles éventuels)*
 - *De l'opportunité d'ouverture d'Agences (salariés)*
 - *Et d'une façon générale, de tous les actes de la Société, y compris ceux reçus par délégation du conseil d'administration.*

✓ La directrice générale adjointe

- Rend compte en permanence au directeur général
- Assure la continuité du service en cas d'absence du directeur général
- Participe à la définition de la stratégie et au processus de décision, notamment dans le cadre de la direction effective
- Structure, pilote et anime la politique managériale et la politique de formation
- Pilote, anime et organise le pilotage des projets transverses de l'entreprise dont le pilotage de la communication interne et externe ainsi que du marketing digital
- Aide à élaborer et à mettre en œuvre des plans et des objectifs pour l'entreprise
- Fait en sorte que les réglementations, les politiques internes et les processus opérationnels soient respectés afin structurer le contrôle interne, l'organisation de l'entreprise
-

✓ La directrice administrative et financière

- ❖ Rend compte en permanence au directeur général
- ❖ Établit les comptes (dont réassurance) et fiscalité
- ❖ Assure :
 - La Gestion de la solvabilité
 - Reporting qualitatif
 Pilote le Contrôle de gestion
- ❖ Assure
 - La gestion du personnel et des relations sociales
 - La gestion de trésorerie

Les quatre fonctions clés

Les 4 fonctions clés sont les fonctions clés :

- Gestion des risques,
- Vérification de la conformité,
- Audit interne,
- Actuariat.

A l'exception de l'audit interne, les autres fonctions clés sont actuellement assumées par le directeur général. La fonction d'audit interne est quant à elle portée par le président du comité d'audit.

Cette organisation se justifie par l'application du principe de proportionnalité en se fondant sur :

- Sa taille d'une part : conformément à la notice ACPR du 2 novembre 2016 sur « la désignation des dirigeants effectifs et des responsables de fonctions clés dans le régime Solvabilité 2 », l'organisme se trouve en dessous des seuils prédéfinis (de 50 M€ pour les primes ou de 250 M€ pour les provisions techniques),
- La nature, l'ampleur et la complexité de ses activités d'autre part :

Par la nature de ses activités

AMP est un assureur généraliste IARD agréé pour les opérations des branches Accidents (1), Maladie (2), Automobile (3 et 10), Incendie et autres dommages aux biens (8 et 9), Responsabilité civile générale (13), Pertes pécuniaires (16) et Protection juridique (17)

Par son ampleur limitée

AMP est exemptée des états trimestriels car en dessous du seuil des 0,5 milliard d'euros de bilan avec son total bilan de 80 millions d'euros

Avec ses 27910 K€ d'euros de chiffre d'affaires, AMP représente au niveau national moins de 0,1% de parts de marché

Par son peu de complexité

AMP distribue un nombre restreint de contrats (15) et essentiellement des contrats habitation et automobile qui représentent à eux seuls 76% du portefeuille

Les polices sont standards avec un niveau de garanties et de formules limité

En application des dispositions de l'article L. 612-23-1 du Code monétaire et financier et de l'article L. 356-18 du Code des assurances, les AMP ont notifié à l'ACPR les responsables des fonctions clés.

Les nominations aux fonctions clés ont été adressées à l'ACPR en novembre 2015 pour les fonctions de gestion des risques, conformité et actuariat portées par le directeur général, puis en février 2018 pour le responsable de la fonction clé audit interne portée par le président du comité d'audit.

Autres acteurs du système de gouvernance**✓ Le comité d'audit****✓ Composition**

Le comité d'audit est composé de 7 administrateurs n'exerçant pas de fonction de direction aux AMP, choisis par le conseil d'administration :

- Soit en son sein,
- Soit, pour deux d'entre eux au maximum, à raison de leurs compétences, en dehors de ses propres membres.

Un membre au moins du comité d'audit doit présenter des compétences particulières en matière financière et comptable et être indépendant.

Ce membre est indépendant s'il n'entretient pas de relation avec les AMP ou sa direction, de nature à compromettre sa liberté de jugement ou générer des conflits d'intérêts ; étant précisé que la qualité de Sociétaire n'altère pas son indépendance.

✓ Attributions

Sans préjudice des compétences du conseil d'administration et du directeur général, le comité d'audit et stratégique a vu ses missions élargies avec pour objectif de mener et préparer, en amont d'une décision du conseil d'administration, la réflexion sur la stratégie à mettre en place dans les prochaines années.

Il continue d'examiner notamment :

- Le processus d'élaboration de l'information financière et réglementaire,
- Les comptes sociaux et l'annexe avant leur présentation au conseil d'administration ainsi que la qualité des informations transmises dans les différents rapports qui lui sont soumis,
- Le programme de travaux, les observations, les conclusions et les recommandations du Commissaire aux comptes, tant en ce qui concerne l'arrêté des comptes que les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière. Pour ce faire, il entend le Commissaire aux comptes au moins une fois par an,
- La lettre d'affirmation sollicitée par le Commissaire aux comptes,
- Les honoraires du Commissaire aux comptes,
- Le périmètre des travaux du contrôle interne sur la base de la revue générale des risques,
- Toute demande particulière émanant du conseil d'administration.

Par ailleurs, il émet une recommandation sur le Commissaire aux comptes proposé à la désignation par l'Assemblée Générale et s'assure de son indépendance. Il examine également et émet vis-à-vis du conseil une recommandation sur la nomination ou la destitution des fonctions clés.

✓ *Organisation :*

Ce comité se réunit au moins deux fois par an à l'initiative de son président : en 2021, il s'est réuni à 3 reprises (17 mars, 5 mai et 14 décembre).

Pour délibérer valablement, le comité doit réunir au moins deux membres. Il exerce son activité sous la responsabilité du conseil d'administration.

Le comité d'audit ne dispose pas de pouvoirs décisionnels. Il émet des avis et informe sans délai le conseil d'administration de toute difficulté rencontrée.

Le comité peut inviter toute personne qu'il juge utile pour l'assister dans ses travaux.

Il peut demander communication de tous les documents et informations nécessaires aux bonnes fins de sa mission et disposer de toute étude qu'il jugerait utile de se procurer.

Le président du comité peut inviter un administrateur à assister aux réunions.

En 2021, en application des règles de rotation définies par la réforme de l'audit, et après une consultation et une recommandation du comité d'audit au conseil d'administration, les AMP ont désigné Grant Thornton comme nouveau commissaire aux comptes lors de son assemblée générale du 17 Juin 2021.

✓ **Le COMITE de DIRECTION (CODIR)**

Le comité de direction composé du directeur général, de la directrice générale adjointe, de la directrice administrative et financière et du directeur du Système d'Information se réunit une fois par mois en moyenne et invite les managers selon les sujets abordés.

L'objectif du comité de direction est :

- Le partage des informations afin que chacun ait une vision de l'ensemble des enjeux,
- L'échange en amont des décisions ou options de mise en œuvre,
- Et la prise de décision opérationnelle dans le cadre de travail fixé par les politiques et normes internes.

B.2. EXIGENCES DE COMPETENCE ET D'HONORABILITE

B.2.1 Politique de compétence et honorabilité

AMP a mis en place une politique de compétence et d'honorabilité permettant de s'assurer de manière régulière à ce que toutes les personnes qui la dirigent ou qui occupent les fonctions clés satisfassent en permanence aux exigences suivantes :

- Leurs qualifications, connaissances et expériences professionnelles sont propres à permettre une gestion saine et prudente (compétence),
- Leur réputation et leur intégrité sont de bon niveau (honorabilité).

Ainsi, conformément à la réglementation, les administrateurs, les dirigeants effectifs et les responsables de fonctions clés sont soumis à ses exigences de compétence et d'honorabilité.

B.2.2 Appréciation de la compétence

Conformément à l'article 273 des Actes Délégués, la politique de compétence et d'honorabilité a été rédigée au sein d'AMP puis validée par le conseil d'administration. Elle détaille les points suivants.

Compétence du conseil d'administration

La compétence collective du Conseil s'apprécie au regard de l'ensemble des qualifications, des connaissances et des expériences de ses membres. Elle tient compte des différentes tâches confiées à chacun, afin d'assurer une gestion et une supervision professionnelles de l'entreprise.

En termes de formation

Afin d'assurer la compétence collective de son conseil d'administration, AMP propose aux administrateurs de suivre des formations. En 2021, 9 formations en mode présentiel ont pu être effectuées : connaissances du marché/cadre et dispositions réglementaires, analyse financière/bilan et compte de résultats, placements, réassurance et tarification, provisionnement, contrôle interne, système de gouvernance, stratégie d'entreprises et modèle économique, analyse actuarielle : 80% des administrateurs ont suivi au moins une formation et 70% des administrateurs ont suivi plus d'une formation.

En termes d'expérience

L'appréciation de la compétence individuelle des administrateurs est utilisée comme un moyen de détermination de la compétence collective.

Les administrateurs exercent ou ont exercé des activités professionnelles leur permettant d'appréhender leur mission.

Le conseil d'administration est notamment composé de l'ancien directeur général des AMP, du responsable actuariat d'une Institution de prévoyance, d'un chef d'entreprise du secteur de l'expertise en assurance, d'un ancien directeur général d'une entreprise d'investissement ou encore d'avocats.

Compétence des dirigeants Effectifs

La compétence des dirigeants effectifs est appréciée au regard de leur formation, leurs expériences précédentes dans le domaine de l'assurance ou dans d'autres secteurs.

Monsieur Laurent MARSEILLE a toujours travaillé dans le monde de l'assurance et a intégré la Société AMP en juin 2009 en qualité de Directeur Commercial. Il occupe la fonction de directeur général depuis mai 2012.

Les seconds dirigeants effectifs sont la directrice générale adjointe et la directrice administrative et financière, dont les compétences sont complémentaires avec une expérience dans leur domaine respectif.

Compétence des fonctions clés

La compétence des fonctions clés repose sur la mesure des compétences (formation et expériences acquises) spécifiques pour assurer leur fonction.

Dans le cadre du fonctionnement de la gouvernance par les AMP lors de l'entrée en vigueur de Solvabilité 2, le titulaire de 3 des fonctions clés est le directeur général, qui dispose déjà d'un agrément de compétences. Il s'appuie pour réaliser les travaux incombant à ses fonctions sur des experts externes à l'entreprise.

B.2.3 Appréciation de l'honorabilité

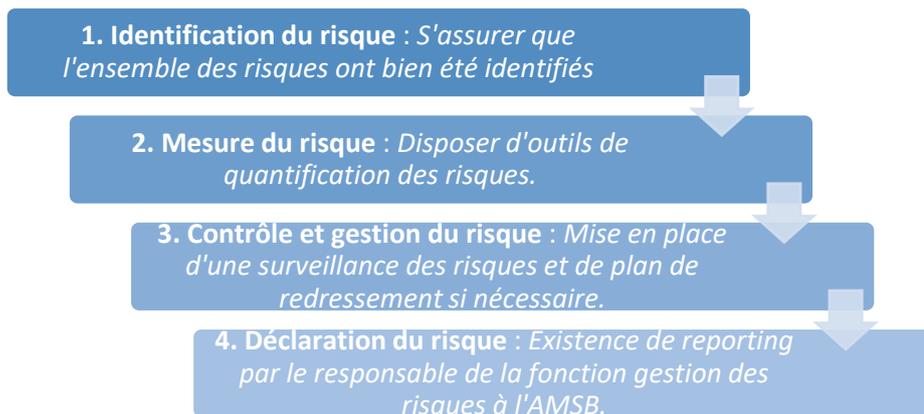
L'évaluation de l'honorabilité est effectuée via la remise d'un bulletin n°3 du casier judiciaire datant de moins de 3 mois et de la remise de la charte de l'administrateur qui définit les droits et devoirs de chacun ainsi que ses engagements et responsabilités.

B.3. SYSTEME DE GESTION DES RISQUES

B.3.1 Description et acteurs du système de gestion des risques

De façon à garantir une gestion saine et prudente de l'activité, les AMP ont mis en place un dispositif de gestion des risques s'appuyant sur une démarche « top down ».

Conformément à la réglementation, ce système s'articule autour de quatre étapes principales qui sont mises en œuvre dans le cadre de l'ORSA régulier à une cadence annuelle et dans le cadre d'un ORSA exceptionnel le cas échéant :



Le système de gestion des risques est sous la responsabilité du porteur de la fonction clé gestion des risques ; au sein d'AMP, cette fonction est portée par le directeur général.

Il couvre les domaines suivants : la souscription et le provisionnement, les investissements, la gestion des liquidités et du risque de concentration, la gestion du risque opérationnel, et la réassurance et les autres techniques d'atténuation ou de partage du risque.

La taille de la mutuelle facilite la surveillance et la prise de décision, ainsi que les échanges transversaux compte tenu de la proximité des personnes et de la nécessité de mutualiser des ressources.

La mutuelle s'appuie sur les exigences réglementaires pour piloter et maîtriser ses risques. Afin d'optimiser la gestion du risque opérationnel, la mutuelle a, depuis fin 2021, structuré un service « maîtrise des risques et contrôle interne », et s'est dotée d'une ressource dédiée appliquant au quotidien la politique de gestion des risques.

La mutuelle utilise l'ensemble des contraintes réglementaires pour effectuer le suivi de sa gestion des risques.

Dans le cadre du système de gestion des risques, le directeur général, au titre de la fonction gestion des risques assume les responsabilités suivantes :

- S'assurer de la réalisation du processus ORSA chaque année et pour chaque événement requis, conformément à la politique ORSA.

- S'assurer du respect de l'appétence aux risques et des limites qui ont été fixées par le conseil d'administration, et d'en rendre compte auprès du président et du conseil d'administration.
- Proposer des adaptations des politiques de gestion des risques, des indicateurs suivis, des normes de travail internes, notamment en lien avec les décisions prises dans le cadre de l'ORSA.
- Vérifier que les politiques et le dispositif global de maîtrise des risques est bien adapté au profil de risque.
- Réaliser les différents rapports et s'assurer de leur validation et de leur transmission aux autorités de tutelle dans les délais requis par la réglementation.

Afin de renforcer son système de gouvernance, la mutuelle a la volonté de :

- Renforcer le double regard, en choisissant des experts externes pour la fonction actuarielle, et pour la fonction audit. Ces experts permettent d'éclairer les décisions des dirigeants effectifs, en rééquilibrant le cumul des fonctions. Ils ont directement accès au comité d'audit ou au conseil d'administration, et rendent compte de leurs travaux.
- Equilibrer les ressources dédiées à la gestion des risques : le directeur général s'appuie déjà sur des experts extérieurs dans les domaines de la gestion des placements (Sociétés de gestion et banquier), pour la réassurance (courtier), l'actuariat et la gestion des risques (actuaire conseil pour l'ORSA et la production des états/calculs réglementaires, partenaires), le juridique et réglementaire (avocats, partenaires).

Les instances principales impliquées dans les échanges et les décisions en matière de gestion des risques sont :

- Les dirigeants effectifs,
- Le comité d'audit et le conseil d'administration,
- Le comité de direction.

Parallèlement, la gestion des risques fait l'objet de rencontres président/DG régulières et sur demande, et de rencontres et contacts du Directeur avec les experts externes audit et actuariat.

Les réunions du conseil et/ou du comité d'audit, au cours desquelles les experts externes audit et actuariat rendent compte de leurs travaux et de leurs recommandations permettent des échanges sur la gestion des risques.

B.3.2 Risque de souscription

Définition

Le risque de souscription est au cœur de l'activité des AMP et correspond au risque de perte financière découlant de l'évaluation des garanties à assurer.

Mesures de risques

Le risque de souscription est évalué à partir de la formule standard dans le module SCR de souscription et provisionnement.

Parallèlement, les indicateurs de sinistralité : ratio S/P, ratio combiné, sommes assurées, exposition... permettent de mesurer ce risque.

Les indicateurs suivis sont le volume de Chiffre d’Affaires par branche, les S/P par exercice de survenance et comptable, globalement, par garantie ou contrat et par courtier.

Les objectifs sont bien sûr de détecter les déviations du risque technique par rapport à ce qui est attendu et d’initier des modifications des garanties ou du tarif. Cette surveillance entraîne également des actions vis-à-vis des souscripteurs et des délégataires.

Contrôle et gestion du risque

La fonction gestion des risques gère les indicateurs de l’activité en contrôlant l’absence de dérive des résultats techniques.

Les situations mensuelles formalisent en parallèle l’avancée des volumes de primes au regard des projections.

Les risques connus et identifiés font également l’objet d’une révision annuelle des sommes assurées avec le concours du courtier de réassurance.

Reporting

Les indicateurs de sinistralité sont remontés à minimum 2 fois par an au conseil d’administration lors notamment des réunions relatives aux propositions d’indexations tarifaires liées aux résultats techniques constatés (réunions de novembre et février).

B.3.3 Risque de provisionnement

Définition

Le risque de provisionnement se définit comme le risque de perte ou de changement défavorable de la valeur des engagements d’assurance, en raison d’hypothèses inadéquates en matière de provisionnement. Ce risque est intrinsèquement lié au risque de souscription.

Mesures de risques

Le risque de provisionnement est évalué à partir de la formule standard dans le module SCR de souscription et provisionnement.

L’analyse des bonis/malis permet également de mesurer ce risque.

Contrôle et gestion du risque

La fonction gestion des risques s’assure que les règles liées au risque de provisionnement soient bien suivies par la responsable interne des sinistres qui est garante du respect des procédures par les gestionnaires.

Une revue mensuelle des sinistres supérieurs à 100 K€ est mise en place et une revue trimestrielle des sinistres supérieurs à 25 K€ est également réalisée.

La responsable du service effectue tout au long de l'année une revue des dossiers en cours.

Reporting

Les résultats de la formule standard sont présentés annuellement au conseil d'administration

La remontée des autres indicateurs (ex : boni/mali) s'effectue également au cours des réunions du comité d'audit sur les comptes de l'exercice puis ces indicateurs sont exposés au conseil d'administration.

B.3.4 Risque de marché

Définition

Le risque de marché intègre l'ensemble des risques suivants :

- ✓ *Risque de taux*
- ✓ *Risque action*
- ✓ *Risque immobilier*
- ✓ *Risque de spread*
- ✓ *Risque de change*
- ✓ *Risque de concentration*

Mesures

Le risque de marché est évalué à partir de la formule standard dans le calcul du SCR de marché.

D'autres indicateurs permettent aux AMP de mesurer le risque de marché : analyse de l'allocation d'actifs, rendement, répartition des émetteurs par notation...

Contrôle et gestion du risque

La fonction gestion des risques s'assure que la politique financière validée annuellement par le conseil d'administration est respectée dans son allocation cible.

Reporting

Les résultats de la formule standard sont présentés annuellement au conseil d'administration.

B.3.5 Risque opérationnel

Définition

Il s'agit des risques de pertes ou de sanctions liées à des défaillances, des erreurs humaines ou des événements extérieurs (pratiques professionnelles, fraude, systèmes d'information, sécurité, sous-traitance, conformité, contrôle interne...).

Mesures

Le risque opérationnel est évalué à partir de la formule standard dans le calcul du SCR opérationnel. Les AMP complètent cette évaluation par l'analyse de la cartographie des risques ; cet outil permet de recenser et d'évaluer les risques auxquels est soumise la structure. L'évaluation se fonde sur la probabilité de survenance et l'impact du risque.

Contrôle et gestion du risque

L'intégration d'éléments de maîtrise et la mise en place de plans d'actions participe à la maîtrise des risques opérationnels.

Reporting

La cartographie des principaux risques a fait l'objet d'une formalisation partagée entre opérationnels et administrateurs avec une identification des 5 risques majeurs suivants :

- Pérennité du système d'information,
- Cyberisque,
- Risque de souscription non conforme,
- Risque de concurrence,
- Risque de tarification.

A l'issue de l'identification des risques importants pour l'entreprise, un plan d'audit quinquennal a été réalisé avec une à deux missions à réaliser annuellement.

B.3.6 Risque stratégique

Définition

Le risque stratégique inclut tous les événements pouvant découler de mauvaises décisions stratégiques ou de problèmes de gouvernance. Le management de ces risques relève de la responsabilité des instances dirigeantes.

Il intègre notamment le risque de réputation, d'évolution de la réglementation.

Mesure

L'exercice ORSA (évaluation interne des risques et de la solvabilité) permet d'évaluer l'impact des risques stratégiques grâce à la projection de stress-tests : Exemple : dégradation significative du S/P de la nouvelle offre santé.

Contrôle et gestion des risques

AMP procède autant que nécessaire à cette évaluation en collaboration avec un prestataire. La directrice administrative et financière, en collaboration avec le responsable de la fonction gestion des risques, assure cette évaluation.

Si la projection des scénarios entraîne des résultats insatisfaisants, des plans de redressement sont envisagés.

Reporting

Le rapport ORSA est validé annuellement par le conseil d'administration.

B.3.7 Information sur les risques significatifs

Les principaux risques significatifs pour les AMP sont de nature stratégique et liés à l'exercice du métier d'assureur. Dans un secteur bouleversé par la digitalisation de l'activité, la création de nouveaux groupes d'assurances protéiformes et les évolutions réglementaires significatives de l'industrie de l'assurance, l'activité même de l'entreprise s'en trouve affectée.

Mais les AMP sont surtout confrontées à la concurrence croissante des bancassureurs et autres compagnies, au développement d'internet et des comparateurs sur les produits de masse que sont l'automobile, l'habitation et la santé. Cette pression concurrentielle accrue et multicanale a un effet direct sur le chiffre d'affaires « traditionnel ».

Le risque lié à la réassurance est important. Un traité quote-part multibranches a été mis en place avec pour objectif d'enregistrer des résultats techniques nets positifs et conforter un ratio de couverture adapté à la taille de l'entreprise.

Sur les 5 derniers exercices, les 2 objectifs ont été remplis avec un résultat technique net moyen qui s'établit à 273 K€ et un taux de couverture du SCR à 298 % en 2021 contre 281 % en 2020.

La perte du principal réassureur sur la quote-part est un risque connu et identifié qui fait l'objet régulièrement d'une simulation avec le courtier de réassurance.

La cession importante de l'activité reste néanmoins lourde économiquement pour l'entreprise et représente un risque de compétitivité sur certains sujets qui nécessitent de l'investissement.

Hors éléments intégrés au compte de résultat technique, le risque lié aux investissements est également significatif.

B.3.8 Information des risques non pris en compte dans le calcul du SCR de la formule standard

Comme précisés ci-dessus, les risques stratégiques et les risques de réputation ne sont pas pris en compte dans la formule standard.

L'impact de ces risques est évalué dans le cadre de l'ORSA et des projections de scénarios. Toutefois, pour certains risques, il n'est pas possible de chiffrer quantitativement leurs impacts, pour ces risques, des mesures seront prises en cas de survenance.

B.3.9 Information relative au risque d'investissement et Principe de la personne prudente

AMP souhaite que la Mutuelle et ses placements soient gérés en « bon père de famille », donc en limitant la complexité et le risque autant que possible.

Les placements sont gérés dans l'intérêt des assurés, et en vue de dégager une rentabilité compatible avec les projections de résultat prises en compte dans le business plan réalisé chaque année.

Après avoir préparé le dossier avec le comité des placements, le directeur général propose les orientations financières au conseil qui les approuve annuellement dans le cadre de la politique financière.

Bien que l'allocation des actifs soit en grande partie le fruit de l'historique, l'allocation des actifs tient compte d'un niveau de risque acceptable validé par le conseil d'administration, permettant d'assurer qu'un choc financier ne puisse remettre en question la solvabilité et la couverture des engagements envers les assurés, ainsi que la poursuite des activités de l'entreprise.

Compte tenu de la volatilité des marchés financiers, les résultats financiers dégagés par le portefeuille ainsi que la valeur des actifs et le niveau des plus-values latentes font l'objet d'un suivi régulier par la direction générale en charge de la mise en œuvre des placements.

Sur le plan de la liquidité, l'objectif est que l'entreprise soit toujours en mesure de régler un sinistre important en cas de catastrophe dans un délai raisonnable, sans être obligée de liquider une trop grande part de son portefeuille précipitamment.

B.3.10 Contrôles des informations sur les évaluations de crédit par des organismes externes

Les calculs de solvabilité demandent une connaissance complète des titres composant le portefeuille de placements, également lors de la mise en transparence pour les instruments sous-jacents composant les fonds. Le cas échéant, il est nécessaire d'obtenir l'ensemble des données financières pour chaque titre dont la notation est émise par une ou plusieurs agences de notation.

Par ailleurs, une condition à la souscription d'un OPCVM est la capacité de la Société de gestion à fournir un inventaire détaillé du fonds.

Les notations ou échelons de crédit sont nécessaires pour les calculs des SCR Spread et concentration du SCR marché et du SCR défaut de contrepartie.

La société de gestion et les établissements bancaires récupèrent de manière systématique les notations des émissions et des émetteurs pour toutes les agences utilisées, sur tous les instruments et émetteurs connus dans leur référentiel de données. Un contrôle des données communiquées par les Sociétés de gestion est réalisé afin d'en vérifier la cohérence. La deuxième meilleure note est retenue pour chaque instrument, émetteur et groupe d'émetteurs.

Pour les émissions obligataires, pour les calculs des SCR Spread, la notation de l'émission est privilégiée. Cependant, lorsqu'une émission n'est pas notée, la notation de l'émetteur ou de son groupe est utilisée, conformément aux spécifications de l'EIOPA.

B.4. L'ÉVALUATION INTERNE DES RISQUES ET DE LA SOLVABILITÉ (ORSA)

Le dispositif d'évaluation interne des risques et de la solvabilité (ORSA) est intégré au fonctionnement de l'entreprise et s'inscrit dans le cadre du dispositif de gestion des risques.

L'ORSA est une évaluation complémentaire au calcul du SCR destiné à l'AMSB et qui a vocation à :

- ✓ matérialiser la bonne compréhension de l'entreprise sur ses risques et ses besoins en solvabilité.
- ✓ pouvoir juger en permanence du respect des exigences réglementaires de fonds propres.

La formule standard ne couvre pas l'ensemble des risques. Le Besoin Global de Solvabilité permet aux entités d'adapter et de compléter le SCR en représentation des risques spécifiques identifiés.

L'ORSA vise donc une meilleure prise en compte des risques de l'entreprise en intégrant une vision prospective dans une logique de continuité d'activité.

La mise en place du dispositif ORSA structure les décisions prises dans chaque domaine de risque, et constitue un réel outil de pilotage permettant au conseil d'administration d'améliorer sa réflexion sur les risques.

Le processus se déroule de la manière suivante :

Les étapes du processus ORSA
Mesure de la sensibilité de la formule standard aux risques jugés pertinents par l'organisme puis ajouts des risques propres aux AMP le cas échéant
Le Business Plan est établi par les dirigeants effectifs puis proposé pour validation au Conseil d'Administration. Les résultats obtenus sur la base du scénario central sont consignés dans un fichier Excel
Les stress tests à réaliser sont déterminés sur la base du profil de risque d'AMP. Ces stress tests reprennent en grande partie les chocs réglementaires, notamment sur les actifs financiers
Les conséquences en termes d'impact sur les Provisions S2, les valeurs de marché des actifs, le bilan et les fonds propres, ainsi que les SCR sont ensuite déterminées
Les résultats obtenus sur les fonds propres, le SCR et le taux de couverture sont validés par la Direction
L'ensemble des résultats est présenté au CA, pour validation

Les résultats des simulations sont archivés par la direction générale et la directrice administrative et financière.

Ce processus est mis en œuvre au minimum une fois par an, ou en cas d'évènement majeur affectant la solvabilité ou la stratégie de l'entreprise.

Les principaux objectifs de l'ensemble du processus de l'ORSA pour les AMP, sont :

- D'évaluer les ressources et les moyens en capital pour mettre en œuvre sa stratégie au service de ses sociétaires, en particulier en évaluant l'ensemble des risques afférents, et le besoin global de solvabilité,
- De vérifier que la stratégie et les orientations envisagées sont compatibles avec l'appétence aux risques définie par le conseil d'administration et que les limites opérationnelles fixées sont cohérentes avec ce niveau de risque maximum tolérable.
- De s'assurer que les AMP restent solvables et capables d'honorer leurs engagements envers les assurés sur un horizon adapté à ses activités, y compris en environnements stressés,
- De fournir aux dirigeants, fonctions clés et administrateurs, ainsi qu'aux opérationnels les indicateurs nécessaires à une prise de décision pertinente et de définir des seuils d'alerte permettant de mettre en place les actions nécessaires en cas d'évènement inhabituel ;
- De permettre une réactualisation de l'évaluation en cas de décisions ou d'évènements importants non pris en compte dans le plan stratégique.

B.5. SYSTEME DE CONTROLE INTERNE

B.5.1 Description générale du dispositif de contrôle interne

En application de l'article 46 de la directive et de l'article 266 des actes délégués, la mutuelle est tenue de mettre en place un système de contrôle interne.

Le contrôle interne mis en œuvre par l'entreprise a pour but l'identification, la quantification et la maîtrise de l'ensemble des risques auxquels elle est soumise.

Il comprend un ensemble de moyens, de comportements, de procédures et d'actions adaptés aux caractéristiques propres de la Société qui :

- Contribue à la maîtrise de ses activités, à l'efficacité de ses opérations et à l'utilisation efficiente de ses ressources,
- Doit lui permettre de prendre en compte de manière appropriée les risques significatifs, qu'ils soient opérationnels, financiers ou de non-conformité.

B.5.2 Fonction vérification de la conformité

La fonction vérification de la conformité a pour objet d'identifier, d'évaluer et de suivre les risques de non-conformité encourus par la mutuelle, de conseiller la direction Générale et le conseil d'administration sur ce sujet.

Les thématiques traitées par la fonction conformité dans le cadre du contrôle interne relèvent :

- De la protection de l'assuré avec :
 - Les réclamations clientèle et leur lien avec les éventuelles non-conformités dans les opérations de la mutuelle.
 - L'examen des pratiques commerciales.
 - Les conflits d'intérêts des forces de vente.
- De la sécurité financière avec la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme.
- De la garantie du respect des normes et usages professionnels et déontologiques.
- De la protection des données personnelles.

Parallèlement, le responsable de la fonction conformité assure également la surveillance des points suivants :

- Les évolutions réglementaires concernant les activités d'assurance en s'appuyant sur les communications de la ROAM, fédérations professionnelles, à ses adhérents
- Les évolutions jurisprudentielles pouvant avoir un impact sur les engagements de la mutuelle, en s'appuyant sur des avocats et conseils juridiques spécialistes de ces questions.
- Les projets et évolutions du système d'information notamment quand ceux-ci touchent au reporting réglementaire, et aux relations contractuelles et d'information de la clientèle

Le directeur général est le titulaire de la fonction vérification de la conformité. Il s'appuie sur la responsable juridique et conformité d'AMP et des compétences externes à l'entreprise en fonction des sujets.

B.6. FONCTION D'AUDIT INTERNE

La politique écrite d'audit interne définit et précise la mission, les pouvoirs et les responsabilités de la fonction d'audit Interne et précise notamment la démarche par laquelle les AMP organisent une mission d'audit.

L'audit interne exerce ses missions sur l'ensemble des services et s'inscrit dans la poursuite d'un objectif principal : assister la direction générale et l'ensemble des services des AMP en leur fournissant des diagnostics et appréciations relatives aux procédures appliquées et modes d'organisation associés, sur le niveau de sécurité des opérations ainsi que le degré de fiabilité de la gestion.

Les différentes étapes du processus d'audit interne sont les suivantes :

- Réalisation d'un plan d'audit interne,
- Exécution de la mission d'audit interne,
- Formulation des recommandations et rédaction de rapport,
- Suivi et mise en place d'un plan d'actions.

B.7. FONCTION ACTUARIELLE

Conformément aux dispositions de l'article 48 de la directive, précisées à l'article 272 du règlement délégué, la mutuelle dispose d'une fonction actuarielle en charge de :

- Coordonner le calcul des provisions techniques,
- Contribuer à la mise en œuvre du système de gestion des risques (notamment dans le cadre de l'EIRS),
- Donner un avis sur la politique générale de souscription et sur l'adéquation des accords de réassurance.

Le directeur général est le titulaire de la fonction clé actuariat. Il s'appuie sur l'expertise du cabinet ACTUELIA pour produire le rapport actuariel.

Le rapport actuariel a été présenté et validé par le conseil d'administration dans sa séance du 2 décembre 2021.

B.8. SOUS-TRAITANCE

B.8.1 Décisions de sous-traitance et suivi de la sous-traitance

L'externalisation de certaines fonctions ou activités de l'entreprise correspond :

- A la nécessité d'avoir accès à des personnels compétents sur des sujets identifiés et disponibles pour les tâches à effectuer,
- A un objectif de maîtrise de la masse salariale,
- A un choix stratégique de diversification des canaux de distribution à des fins de développement de l'activité

Dans ce contexte, les AMP se sont entourées de professionnels experts dans chaque domaine délégué afin de répondre à ses besoins dans le respect de la réglementation. Les délégations sont encadrées par des conventions signées entre les parties.

Les activités sous-traitées se déclinent principalement autour de :

- La gestion de certaines garanties d'assurance des sociétaires portées ou non par les AMP
- L'accompagnement par un courtier dans la mise en œuvre et le suivi des programmes de réassurance,
- L'accompagnement des fonctions clés actuariat et audit interne,
- La délégation de gestion des contrats automobiles provenant du courtier grossiste.

B.8.2 Informations sur les prestataires de service réalisant de la sous-traitance

Les sous-traitants qui accompagnent les AMP sur les différents sujets en prestation de services n'ont pas été désignés à l'issue d'un appel d'offres mais sont connus et reconnus dans leur domaine respectif.

Ils ont été choisis en fonction de leur professionnalisme et expertise dans le domaine délégué. Ils sont le fruit de l'histoire de la mutuelle et des bonnes relations entretenues depuis des années avec pour objectif principal d'être garant de la qualité de services pour les sociétaires.

C. PROFIL DE RISQUE

Cette partie détaille la nature des risques auxquels l'entreprise est confrontée.

L'objectif est de décrire pour chaque risque l'exposition de la mutuelle, le profil du risque et les mesures d'atténuation du risque.

C.1. RISQUE DE SOUSCRIPTION

Pour les AMP, il s'agit d'un risque en non-vie qui reflète le risque correspondant aux engagements d'assurance non-vie de l'entreprise : c'est le risque « métier » formalisé dans la politique de souscription et de réassurance de la mutuelle.

C.1.1 Exposition au risque

Avec 73 261 polices, le portefeuille des AMP est composé essentiellement d'une clientèle de particuliers (96 % des contrats), d'associations (1 % des contrats), d'artisans commerçants (2 % des contrats) et de collectivités locales de moins de 10 000 habitants (1 % des contrats).

Au 31 décembre 2021, la répartition des produits commercialisés est la suivante :

- 76 % des polices sont des contrats habitation et automobile
- 4 % des polices sont des contrats professionnels (associations, collectivités locales et commerçants/artisans)
- 8 % des polices sont des contrats d'assurances de personnes (Santé individuelle, Individuelle corporelle et GAV)
- 12 % des polices sont des contrats divers (protection juridique, scolaire, bris de machines, polices aux capitaux, multirisque immeuble, ...)

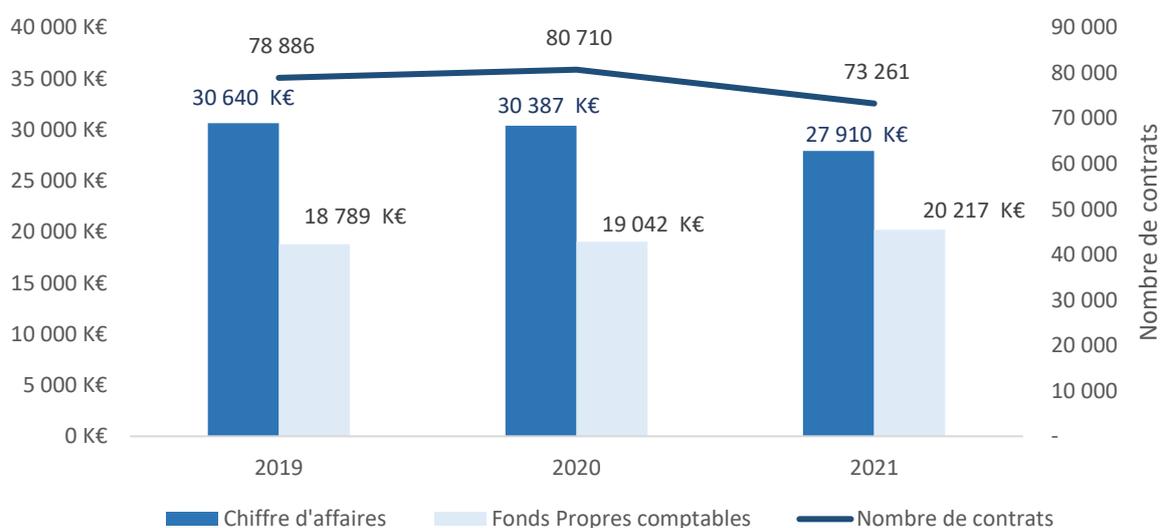
Sur les 3 dernières exercices, le portefeuille de la mutuelle a diminué de :

- 10 487 contrats soit - 13 %
- 2 730 K€ de primes acquises soit -9 %

Ces données résultent de la résiliation du contrat avec le courtier grossiste au 31 décembre 2020.

La mutuelle évite les risques qu'elle n'a pas la capacité de soutenir compte tenu de sa taille et de ses fonds propres.

Evolution de l'activité de 2019 à 2021



C.1.2 Profil de risque

Sur le risque technique, le profil de risque est exprimé dans les politiques de souscription et de réassurance de la mutuelle.

Pour chacune des branches d'activité, des limites spécifiques de souscription et les tarifs sont fixés dans les guides de souscription distincts.

Le profil de risque s'exprime également dans la réalisation d'un business plan qui projette les résultats techniques afin de mieux quantifier les objectifs en matière d'activité.

C.1.3 Technique d'atténuation

La stratégie de traitement du risque de souscription choisie par la mutuelle réside dans :

- ✓ Le transfert d'une partie du risque à des tiers sous la forme d'un traité de réassurance

Un niveau de perte maximum tolérée est reflété dans le cadre de la politique de réassurance annuelle à travers le niveau de rétention d'AMP qui reste faible au regard de l'architecture du programme de réassurance mis en place :

- ✓ le partage du risque dans le cadre d'une co-assurance pour les risques souscrits par les AMP dépassant la capacité de souscription maximum
- ✓ La mise en place d'actions correctives en cas de déséquilibre technique constaté sur un contrat : politique de réduction commerciale revue ; revalorisation tarifaire proposée en adéquation pour un retour à un meilleur rapport S/P.

C.2. RISQUE DE MARCHÉ

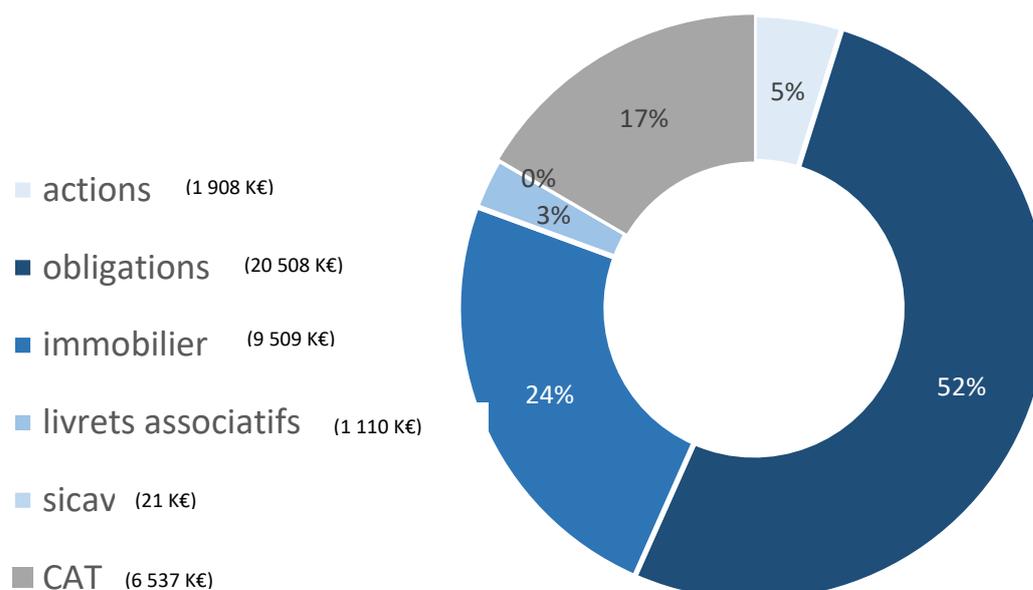
Le risque de marché reflète le risque lié au niveau ou à la volatilité de la valeur de marché des instruments financiers ayant un impact sur la valeur des actifs et des passifs de l'entreprise.

C.2.1 Exposition au risque

Au 31 Décembre 2021, la valeur de réalisation des actifs financiers de la mutuelle, hors liquidités sur comptes courants bancaires, est de 39 592 K€.

Le portefeuille d'actifs est composé de la manière suivante (valeur en K€) :

Placements en valeur de marché au 31/12/2021



C.2.2 Profil de risque

La politique financière validée annuellement par le Conseil formalise les orientations à prendre par l'entreprise. Elle prévoit notamment des allocations cibles pour les placements obligataires avec des seuils à respecter.

Il est défini une répartition de ces placements en fonction des notations des émetteurs et de la durée des titres.

C.2.3 Technique d'atténuation

Le suivi est réalisé par la direction sur la base de reportings trimestriels adressés par les déposataires pour les notations et lors de chaque réemploi ou achat de titres.

AMP agit en responsabilité sur ses placements se comportant en « bon père de famille » à travers sa politique financière qui fixe à la fois l'allocation cible et les seuils à respecter.

C.2.4 Exposition au risque

Le risque de crédit mesure le risque de défaut de l'ensemble des tiers auprès desquels la mutuelle présente une créance ou dispose d'une garantie.

Ce risque de défaut peut provenir :

- Du non-paiement des primes à recevoir par les assurés,
- Du non-paiement des créances détenues auprès de tiers,
- Du défaut d'un réassureur,
- Du défaut des banques au regard des liquidités détenues.

L'exposition au risque de crédit est reflétée par les indicateurs suivants :

- Notation des banques,
- Notation des réassureurs,
- Concentration du portefeuille en termes de banques et de réassureurs.

L'ensemble des échelons de qualité de crédit des réassureurs est supérieur à 2.

C.2.5 Technique d'atténuation

AMP veille à la qualité et fiabilité des émetteurs lors de leur sélection. Par ailleurs, la sensibilité de la mutuelle au risque de crédit est testée dans le processus ORSA.

C.3. RISQUE DE LIQUIDITE

Le risque de liquidité se définit comme le risque pour les AMP de ne pas pouvoir céder des actifs en vue d'honorer ses engagements financiers au moment où ceux-ci deviennent exigibles.

C.3.1 Exposition au risque

AMP considère qu'elle est peu soumise à ce risque car elle dispose en permanence d'un montant de disponibilités minimum sur ses comptes courants ou sur ses livrets bancaires.

C.3.2 Technique d'atténuation

En cas de besoin de liquidité pour le règlement d'un sinistre important, les AMP font valoir leur droit de réclamer aux réassureurs leur participation.

Les AMP contrôlent quotidiennement la trésorerie afin de veiller à être en capacité d'honorer leurs engagements futurs.

C.4. RISQUE OPERATIONNEL

C.4.1 Exposition au risque

Le profil de risque est formalisé à la fois dans la cartographie des risques et dans le résultat des missions d'audit réalisées qui recensent les principaux risques suivants :

- Risque lié à la souscription non conforme au regard du non-respect des guides de souscription et du tarif,
- Risque lié aux cyber-attaques,
- Risque lié à un contrôle en développement du système d'information,
- Risque lié à la fraude interne par la contrefaçon de documents.

C.4.2 Technique d'atténuation

Afin de limiter les risques, les AMP ont notamment mis en place :

- Un dispositif de contrôle interne pour vérifier la conformité des opérations réalisées : 2 niveaux de contrôle de la production des contrats sont effectués à fréquence mensuelle ou trimestrielle,
- La modernisation de son système d'information afin d'automatiser et de contrôler les souscriptions,
- Des éléments de maîtrise pour la majorité des risques identifiés.

C.5. AUTRE RISQUE IMPORTANT

Néant

VALORISATION POUR LES BESOINS DE SOLVABILITE 2

Afin de procéder à l'harmonisation des bilans prudentiels des organismes d'assurance, et ce malgré la diversité des systèmes comptables européens, la directive Solvabilité 2, et notamment le chapitre VI, établit des règles spécifiques pour l'évaluation des actifs et passifs.

Selon la réglementation, ils doivent être « valorisés au montant pour lequel ils pourraient être échangés dans le cadre d'une transaction conclue, dans des conditions de concurrence normales, entre des parties informées et consentantes ».

Le règlement délégué de la Commission Européenne du 10 octobre 2014 complète cette directive et présente un ensemble de méthodes de valorisation hiérarchisées :

- Utilisation des prix de marché,
- Utilisation des prix de marché d'instruments similaires,
- Utilisation de modèles de valorisation utilisant des données de marché,
- Une des trois méthodes suivantes : approche de marché, par les revenus ou par les coûts.

Les principes retenus pour la valorisation Solvabilité 2 sont les suivants :

- La continuité d'activité,
- L'indépendance des éléments du bilan,
- Le principe d'équité.

Valorisation des placements mobiliers en normes comptables

Les dispositions législatives et réglementaires en vigueur en France établissent que les actifs doivent être enregistrés au **coût historique** ou au **coût amorti** :

- Pour que les actifs soient enregistrés au coût historique, les biens achetés sont enregistrés à leur coût d'acquisition et les biens acquis à titre gratuit à leur valeur estimée. Le coût historique ne sera jamais réévalué si l'actif est apprécié mais une provision doit être comptabilisée dans certains cas de dépréciation.
- Le coût amorti est, quant à lui, égal au coût d'acquisition, déduction faite d'une éventuelle dépréciation, due à une moins-value constatée et/ou à un amortissement.

Par application des textes Solvabilité 2, il est donc nécessaire de séparer les dispositions prudentielles et le cadre comptable. Dans le but d'une harmonisation des comptes prudentiels, la directive a adopté de nouvelles bases, méthodes et hypothèses d'évaluation des actifs. Ces dernières modifient la plupart des montants associés à chaque catégorie et conduisent à une nouvelle structure de bilan : **le bilan économique**.

Le présent rapport expose les règles comptables utilisées à des fins de solvabilité et les hypothèses utilisées dans ce cadre. Il tend également à exposer les principales différences entre ces nouvelles méthodes et les méthodes utilisées dans les comptes sociaux. Une comparaison avec les informations publiées pour la précédente période de référence est également effectuée.

D.1. ACTIFS

D.1.1 Synthèse au 31/12/2021

Synthétiquement, l'actif des AMP en normes prudentielles et comptables se décompose comme suit :

Actif en K€	Vision comptable 2021	Vision Economique 2021	Variation
Actifs incorporels	208		-208
Frais d'acquisition reportés	272		-272
Actif d'impôts différés		187	187
Placements	37 238	40 425	3 187
<i>Terrains et construction</i>	2 739	3 750	1 011
<i>Placements dans les entreprises liées</i>	0	0	0
<i>Autres placements</i>	34 500	36 675	2 176
Provisions techniques cédées	34 177	31 109	-3 068
Créances	6 161	6 161	0
Autres actifs	1 271	1 271	0
Comptes de régularisation	435	90	-345
Total	79 762	79 243	-519

Synthèse au 31/12/2021

Au 31 décembre 2021, le tableau récapitulatif des placements, selon les deux types de normes (prudentielles/comptables) est fourni ci-après :

Placements au 31/12/2021 en K€	Normes comptables	Normes Solvabilité 2
Immobilisations corporelles pour usage propre	2 901	3 935
Placements (autres que ceux en représentation de contrats en UC)	34 337	36 490
Immobilier (autre que pour usage propre)	3 059	4 321
Participations	0	0
Actions	1 615	1 909
<i>Actions cotées</i>	1 615	1 909
<i>Actions non cotées</i>	0	0
Obligations	21 581	22 087
<i>Obligations souveraines</i>	0	0
<i>Obligation d'entreprises</i>	21 581	22 087
<i>Titres structurées</i>	0	0
Titres garantis	0	0
Fonds d'investissement	1 544	1 625
Produits dérivés	0	0
Dépôts autres que ceux assimilables à de la trésorerie	6 537	6 549
Autres placements	0	0
Prêts et prêts hypothécaires	0	0
Dépôts auprès des cédantes	0	0
TOTAL	37 238	40 425

Les placements sont évalués en valeur de marché en normes Solvabilité 2 et en valeur nette comptable en normes comptables. Le passage en valeur de marché conduit à une hausse de la valeur des actifs détenus par les AMP s'expliquant principalement par les placements immobiliers (+ 2366 K€ y compris SCPI) et dans une moindre mesure par les obligations (+ 538 K€ y compris OPCVM) et les actions (+ 294 K€).

Au global, la valeur des placements passe de 37 238 K€ en vision comptable à 40 425 K€ en vision économique soit une hausse de l'ordre de 3 187 K€.

Evolution des placements en vision économique au 31/12/2021

Entre les exercices 2020 et 2021, les valorisations économiques des placements ont évolué de la manière suivante :

Placements en normes Solvabilité II en K€	2020	2021
Immobilisations corporelles pour usage propre	4023	3 935
Placements (autres que ceux en représentation de contrats en UC)	32 242	36 490
Immobilier (autre que pour usage propre)	4301	4 321
Participations	0	0
Actions	1 595	1 909
<i>Actions cotées</i>	<i>1 595</i>	<i>1 909</i>
<i>Actions non cotées</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
Obligations	19 161	22 087
<i>Obligations souveraines</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
<i>Obligation d'entreprises</i>	<i>18 626</i>	<i>22 087</i>
<i>Titres garantis</i>	<i>535</i>	<i>0</i>
Titres garantis	0	0
Fonds d'investissement	1 648	1 625
Produits dérivés	0	0
Dépôts autres que ceux assimilables à de la trésorerie	5 537	6 549
Autres placements	0	0
Prêts et prêts hypothécaires	0	0
Dépôts auprès des cédantes	0	0
TOTAL	36 265	40 425

L'évolution du portefeuille Obligataires s'explique principalement par :

- L'investissement de la mutuelle en obligations perpétuelles ;
- La vente des titres structurés.

D.1.2 Autres actifs

Synthèse au 31/12/2021

Au 31 décembre 2021, le tableau récapitulatif autres actifs, selon les deux types de normes (prudentielles / comptables) est le suivant :

Autres actifs au 31/12/2021 en K€	Normes comptables	Normes Solvabilité 2
Frais d'acquisition reportés	272	0
Actifs incorporels	208	0
Impôts différés actifs	0	187
Provisions techniques cédées	34 177	31 109
Créances nées d'opérations d'assurance	2 992	2 992
Créances nées d'opérations de réassurance	3 137	3 137
Autres créances (hors assurance)	32	32
Trésorerie et équivalent de trésorerie	1 271	1 271
Autres actifs non mentionnés dans les postes ci-dessus	435	90
TOTAL	42 524	38 818

- **Actifs incorporels et frais d'acquisition reportés**

Conformément à la directive Solvabilité 2, les actifs incorporels et frais d'acquisition reportés sont valorisés nuls en normes prudentielles ;

- **Impôts différés actifs**

En normes Solvabilité 2, les impôts différés actifs sont déterminés en retenant un taux d'impôts sur les sociétés égal à 26,5 %.

- **Créances**

L'ensemble des créances est maintenu à la valeur nette comptable.

- **Trésorerie et équivalent de trésorerie**

Il s'agit des créances détenues sur les établissements de crédit (comptes courants, livrets, caisses et comptes à terme pouvant être retirés à tout moment). Ces derniers sont également valorisés à leur valeur comptable en vision économique.

- **Autres actifs non mentionnés dans les postes ci-dessus**

Cette ligne comprend les comptes de régularisation (charges constatées d'avance,).

A noter que les comptes de régularisation des placements obligataires sont rattachés à ceux-ci et sont annulés lors de la mise à la juste valeur des obligations.

Comparaison avec N-1

Comme il est possible de le constater dans le tableau suivant, entre 2020 et 2021, la baisse des autres actifs est due à l'évolution de la trésorerie du fait de l'investissement dans des obligations perpétuelles (-3,6 M€), de la baisse des provisions cédées à la suite notamment de l'actualisation d'un sinistre grave sur le segment RC Automobile grossiste (- 3,9 M€) et des créances nées d'opérations d'assurance (-2,1 M€). Cette variation est atténuée par l'évolution des créances nées d'opérations de réassurance (+2,7 M€).

En effet, les variations de ces deux postes sont comparables aux évolutions comptables observées entre 2020 et 2021.

Autres actifs en normes Solvabilité II en K€	2020	2021
Frais d'acquisition reportés	0	0
Actifs incorporels	0	0
Impôts différés actifs	1 412	187
Provisions techniques cédées	36 231	31 109
Créances nées d'opérations d'assurance	5 045	2 992
Créances nées d'opérations de réassurance	393	3 137
Autres créances (hors assurance)	271	32
Trésorerie et équivalent de trésorerie	4 830	1 271
Autres actifs non mentionnés dans les postes ci-dessus	62	90
TOTAL	48 244	38 818

Les méthodes de valorisation des provisions techniques sont précisées au sein du paragraphe suivant.

D.2 PROVISIONS TECHNIQUES

Synthétiquement, le passif des AMP en normes prudentielles et comptables se décompose comme suit :

Passif au 31/12/2021 en K€	Normes comptables	Normes Solvabilités 2
Provisions techniques en non-vie	38 426	39 888
Provisions techniques en santé similaire à la non-vie	1 148	790
Autres provisions techniques	3 471	0
Provisions autres que les provisions techniques	60	259
Dépôts des réassureurs	3 704	3 704
Passifs d'impôts différés	0	669
Dettes envers des établissements de crédit	6 018	6 018
Dettes nées d'opérations d'assurance et montants dus aux intermédiaires	2 859	2 859
Dettes nées d'opérations de réassurance	24	24
Autres dettes (hors assurance)	3 489	3 489
Autres dettes non mentionnées dans les postes ci-dessus	356	0
TOTAL	59 555	57 699

D.2.1 Méthodologies retenues

Valorisation des provisions en vision « Best Estimate »

Conformément à la directive Solvabilité 2, la valeur des provisions techniques correspond au montant actuel que les AMP devraient payer si elles transféraient sur le champ leurs droits et obligations contractuels à une autre entreprise (article 76 de la directive Solvabilité 2). La valeur des provisions techniques est égale à la somme de la meilleure estimation (Best Estimate) et de la marge de risque.

La meilleure estimation des provisions techniques correspond à la moyenne pondérée, par leur probabilité de survenance, des flux futurs de trésorerie actualisés, en tenant compte de toutes les entrées et sorties de trésorerie nécessaires pour régler les engagements jusqu'au terme de tous les contrats en portefeuille.

L'ensemble des flux entrants et sortants est pris en compte dans le calcul de la meilleure estimation des provisions techniques :

- Flux entrants : il s'agit de l'ensemble des flux destinés à la Mutuelle. Ils viennent en déduction de la meilleure estimation (primes, commissions de réassurance) ;
- Flux sortants : il s'agit de l'ensemble des flux à la charge de la Mutuelle. Ils viennent en ajout de la meilleure estimation :
 - Flux de prestations : modélisation des prestations des sinistres déjà survenus et non réglés à la date de calcul et des sinistres futurs,
 - Flux de frais : frais d'acquisition, frais d'administration, frais de gestion des investissements, frais de gestion des sinistres et autres frais, commissions.

La méthode retenue est la suivante :

- Le Best Estimate de sinistres brut de réassurance est calculé en segmentant les sinistres ne présentant pas de rente en cours de liquidation et les rentes en cours de liquidation (une rente en responsabilité civile automobile et une rente en responsabilité civile multirisques).
- Pour les sinistres hors rente, les provisions sont estimées à l'aide de la méthode Chain-Ladder sur :
 - Les triangles de règlements pour les groupes de risques homogènes ne présentant pas de sinistre important (faisant intervenir la réassurance non proportionnelle) ;
 - Les triangles de charges (provisions + règlements cumulés) pour les groupes de risques homogènes avec sinistre important (faisant intervenir la réassurance non proportionnelle) :
 - Comme lors de l'exercice précédent, les méthodes des charges sont privilégiées sur les branches Automobiles, Catastrophes Naturelles et Dommages aux biens.
 - Afin que les sinistres importants et/ou les rentes n'entraînent pas une dérive de l'utilisation de la méthode Chain-Ladder sur les triangles de charge, un retraitement des coefficients est effectué le cas échéant. Concernant les rentes, le cadencement historique est appliqué afin d'actualiser les flux de trésorerie.
 - Concernant les sinistres du courtier grossiste pour lesquels la réassurance non proportionnelle est utilisée, une cadence historique et une actualisation à la courbe des taux sans risques a été appliqué au montant comptable.
- Les rentes en cours de liquidation sont valorisées en projetant les flux futurs à l'aide de la table de mortalité « TD 88-90 »,
- Des frais de gestion des sinistres ainsi que des investissements sont également pris en compte : Un taux de frais de 8,54 % est ainsi appliqué aux flux de sinistres actualisés pour les sinistres hors graves. Les frais de gestion afférents aux rentes en cours de liquidation ont été valorisés à leur montant comptable (10 k€ par sinistre).
- L'ensemble des flux est enfin actualisé avec la courbe des taux sans risque.

Par ailleurs, la méthodologie utilisée pour le calcul du Best Estimate de primes brut de réassurance est la suivante :

- Les prestations brutes de réassurance sont valorisées suivant les S/P estimés pour 2022 et cadencées dans le temps en fonction des coefficients de liquidation observés dans les triangles de règlements.

Les S/P ont été estimés sur une base de la moyenne des 5 dernières années hormis pour les branches :

- RC Auto, par mesure de prudence, il a été ajouté la modélisation d'un sinistre grave d'un montant de 2,5 M€ ;
- Frais de soins, il est retenu un P/C avec une majoration de 5 points afin de tenir compte du développement du futur produit santé ;
- Les catastrophes naturelles automobile : il a été choisi une moyenne sur 5 ans des sinistres hors graves pour tenir compte de la forte volatilité des S/P historiques, du fait d'un faible volume de cotisations.

En termes de frais :

- Un taux de frais de gestion (identique à celui retenu pour valoriser le Best Estimate de sinistres et déterminé à partir des derniers comptes des AMP) est appliqué à l'ensemble des flux de prestations,
- Un taux de frais d'acquisition (déterminé à partir des derniers comptes des AMP) est appliqué au montant de primes brutes de réassurance (19,43 %),
- Un taux de frais de gestion des investissements (identique à celui retenu pour valoriser le Best Estimate de sinistres et déterminé à partir des derniers comptes des AMP) est aussi appliqué aux provisions (0,06 %),
- L'ensemble des flux sont ensuite actualisés à la courbe des taux sans risque.

Enfin, le Best Estimate net de réassurance est obtenu en appliquant aux primes, frais et sinistres les traités de réassurance (proportionnels et non proportionnels) par année de survenance.

Marge de risque

L'article 77 de la directive 2009/138/CE définit la marge de risque comme un montant de provisions complémentaires à la meilleure estimation des provisions techniques, calculé de telle manière que le montant total de provisions inscrit au bilan corresponde à celui qu'exigerait une tierce personne pour honorer les engagements à la charge de l'assureur. La marge pour risque est évaluée par la méthode du « coût du capital ».

La marge de risque est déterminée à partir de la projection des sous-modules de SCR sur 20 ans¹ (profondeur d'historique des triangles utilisée pour calculer les provisions Best Estimate).

¹ Les deux rentes actuellement en cours de liquidation sont cédées entièrement en réassurance. Par ailleurs, la marge de risque avait été valorisée l'an passé en retenant une méthode simplifiée.

Des approximations sont parfois réalisées pour les sous-modules de SCR les moins importants (SCR Contrepartie par exemple).

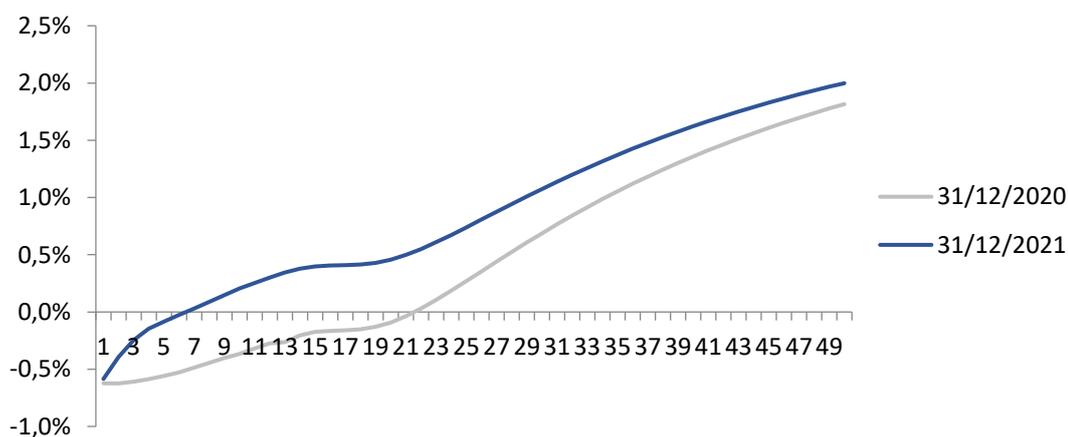
Au 31/12/2021, la marge de risque est ainsi valorisée à 1 089 K€. La projection tient notamment compte des nouveaux coefficients de volatilité pour les risques de souscription appliqués à partir du présent exercice.

D.2.2 Hypothèse de courbes des taux et mesures transitoires

Courbe des taux d'intérêts

L'EIOPA publie mensuellement la courbe des taux d'intérêt sans risque de base. La courbe des taux officielle publiée par l'EIOPA en janvier 2021 a été utilisée pour la mise en œuvre des évaluations prudentielles, notamment l'actualisation des provisions techniques. La courbe des taux au 31/12/2021, sans correction pour volatilité (Variable adjustment en anglais, d'où VA), est négative sur les huit premières années et sensiblement inférieure à la courbe des taux au 31/12/2020 sur l'ensemble de la projection.

Variation de la courbe des taux en fonction de la maturité



Mesures transitoires

La mesure transitoire relative aux provisions techniques vise à étaler sur 16 ans l'impact du passage d'un calcul de provisions techniques aux normes "Solvabilité I" à un calcul "Solvabilité II".

Cette mesure concerne plus particulièrement les organismes d'assurance vie pour lesquels l'écart entre la vision comptable (provisions mathématiques, PTS, provision pour participation aux bénéficiaires, provision pour garantie plancher, provisions globales de gestion, provision pour aléa financier) et la vision économique (Best Estimate de sinistres, de primes et marge de risque) serait trop impactant.

Du fait de leur activité et à la vue des valorisations précitées, les AMP n'ont pas recours à des mesures transitoires impactant leur actif ou leur passif au titre de 2021.

D.2.3 Résultats

Au 31 décembre 2021, le tableau récapitulatif des provisions techniques (brutes puis nettes de réassurance), selon les deux types de normes (prudentielles / comptables) est fourni ci-après :

[Synthèse au 31/12/2021](#)

Les meilleures estimations de sinistres, correspondent à une notion similaire aux provisions de sinistres normes comptables. Les notions de meilleure estimation de primes et de marge de risque sont spécifiques aux normes Solvabilité 2.

Les provisions techniques brutes de réassurance se décomposent comme suit au 31/12/2021 :

Branche d'activité - Brut de réassurance en K€	BE de sinistres	BE de primes	Marge de risque	Provisions techniques prudentielles	Provisions comptables
LoB 1 : Frais médicaux	1 194	-425	21	790	1 194
LoB 4 : Responsabilité civile automobile	22 115	3 563	411	26 088	23 558
LoB 5 : Autre assurance des véhicules à moteur	834	1 347	43	2 225	1 511
LoB 7 : Incendie et autres dommages aux biens	6 351	243	342	6 936	6 921
LoB 8 : Responsabilité civile générale	5 064	-455	226	4 835	5 618
LoB 10 : Protection juridique	556	-798	46	-196	726
Total	36 115	3 474	1 089	40 678	39 527

Il est important de noter que le montant de Best Estimate de Sinistres Brut demeure inférieur au montant de provisions techniques comptables. En effet, cet écart est justifié par le fait que les provisions comptables se doivent d'être prudente par construction.

Entre 2021 et 2020, le Best Estimate de sinistres brut de réassurance des AMP diminue de l'ordre de 6 M€. Cette baisse résulte directement d'une nouvelle évaluation d'un sinistre sur la branche RC auto.

Au global, les provisions en vision Best Estimate sont légèrement supérieures aux provisions comptables du fait de la prise en compte de la marge de risque et du Best Estimate de primes qui sont des montants spécifiques au référentiel Solvabilité 2.

Par ailleurs, durant cette même période, le Best Estimate brut de primes de réassurance des AMP est revu à la hausse suite à l'intégration d'un sinistre grave en RC Automobile pour un montant de 2,5 M€.

Enfin, la marge de risque est estimée sur la base d'une projection sur 20 ans et s'élève à 1 089 K€ en 2021 (1 198 K€ en 2020).

En vision nette de réassurance, les provisions techniques sont les suivantes au 31/12/2021 :

Branche d'activité - Net de réassurance en K€	BE de sinistres	BE de primes	Marge de risque	Provisions techniques prudentielles	Provisions techniques comptables
LoB 1 : Frais médicaux	287	-146	21	162	188
LoB 4 : Responsabilité civile automobile	2 412	1 192	411	4 014	2 951
LoB 5 : Autre assurance des véhicules à moteur	255	646	43	944	395
LoB 7 : Incendie et autres dommages aux biens	2 007	675	342	3 024	2 004
LoB 8 : Responsabilité civile générale	1 328	-51	226	1 503	1 533
LoB 10 : Protection juridique	270	-394	46	-78	307
Total	6 559	1 921	1 089	9 569	7 378

Comparaison avec N-1

Les évolutions entre 2020 et 2021 des provisions techniques en normes Solvabilité 2 sont mentionnées ci-dessous par branche d'activité :

Provisions techniques nettes de réassurance en k€	2020	2021	Evolution
LoB 1 : Frais médicaux	280	162	-42 %
Meilleure estimation (BE de sinistres)	444	287	-35 %
Meilleure estimation (BE de primes)	-207	-146	-29 %
Marge de risque	43	21	-50 %
LoB 4 : Responsabilité civile automobile	4 176	4 310	3 %
Meilleure estimation (BE de sinistres)	2 306	2 412	5 %
Meilleure estimation (BE de primes)	1 122	1 192	6 %
Marge de risque	747	706	-6 %
LoB 5 : Autre assurance des véhicules à moteur	1 223	961	-21 %
Meilleure estimation (BE de sinistres)	443	255	-42 %
Meilleure estimation (BE de primes)	739	646	-13 %
Marge de risque	41	60	46 %
LoB 7 : Incendie et autres dommages aux biens	2 777	2 864	3 %
Meilleure estimation (BE de sinistres)	1 784	2 007	13 %
Meilleure estimation (BE de primes)	776	675	-13 %
Marge de risque	217	181	-17 %
LoB 8 : Responsabilité civile générale	1 278	1 404	10 %
Meilleure estimation (BE de sinistres)	1 222	1 328	9 %
Meilleure estimation (BE de primes)	-77	-51	-34 %
Marge de risque	133	127	-5 %
LoB 10 : Protection juridique	-64	-131	106 %
Meilleure estimation (BE de sinistres)	284	270	-5 %
Meilleure estimation (BE de primes)	-365	-394	8 %
Marge de risque	17	-7	-140 %
TOTAL PROVISIONS TECHNIQUES	9 670	9 569	-1 %
Meilleure estimation (BE de sinistres)	6 483	6 559	1 %
Meilleure estimation (BE de primes)	1 989	1 921	-3 %
Marge de risque	1 198	1 089	-9 %

Entre 2021 et 2020, le Best Estimate de sinistres net de réassurance des AMP a légèrement augmenté de 76 K€ par rapport à l'exercice précédent.

Cette variation à la hausse s'explique par :

- Sur la branche Dommages aux biens, par l'évolution de la provision comptable entraînant l'évolution net des BE.
- Sur la branche RC Automobile, aucun sinistre n'a touché la priorité des traités en excédent de sinistres en 2021.
- Sur la RC générale, une augmentation du BE de sinistres brut de réassurance.

Par ailleurs, il est observé les variations à la baisse :

- Diminution des taux de frais retenus de 8,54 % en 2021 contre 9,84 % en 2020 ;
- Sur la branche des frais médicaux, par le règlement d'une partie de la contribution covid réglée en 2021 ;
- Concernant les autres assurances des véhicules à moteur et protection juridique, la baisse du BE de sinistres brut de réassurance (analogue à la provision comptable de - 223 k€ pour les autres assurances des véhicules à moteur entre 2020 et 2021).

En ce qui concerne le Best Estimate de Primes. Le montant net évolue de près de 67 K€ par rapport à l'exercice précédent. Cette faible variation se justifie par la baisse des PNA sur primes et primes à émettre en 2021 (4 388 k€ en 2020 contre 2 756 k€ en 2021) compensée par la modélisation d'un sinistre grave en RC Automobile.

Globalement, le montant total des provisions techniques (Best Estimate + Marge de risque) a diminué ainsi de près de 101 K€ par rapport à l'année dernière.

D.3. AUTRES PASSIFS

D.3.1 Synthèse au 31/12/2021

Au 31 décembre 2021, le tableau récapitulatif autres passifs, selon les deux types de normes (prudentielles / comptables) est fourni ci-après :

Passif au 31/12/2021 en K€	Normes comptables	Normes Solvabilités 2
Provisions autres que les provisions techniques	60	259
Dépôts des réassureurs	3 704	3 704
Passifs d'impôts différés	0	669
Dettes envers des établissements de crédit	6 018	6 018
Dettes nées d'opérations d'assurance et montants dus aux intermédiaires	2 859	2 859
Dettes nées d'opérations de réassurance	24	24
Autres dettes (hors assurance)	3 489	3 489
Autres dettes non mentionnées dans les postes ci-dessus	356	0
TOTAL	16 510	17 021

- **Provisions autres que les provisions techniques :**

En vision comptable, ce poste est équivalent aux provisions pour risques et charges. En vision Solvabilité II, il correspond aux provisions pour risques et charges additionnées des provisions pour indemnités de fin de carrière (non incluses dans le bilan comptable).

- **Dépôts des réassureurs**

Les dépôts des réassureurs sont enregistrés au bilan Solvabilité 2 à leur valeur nominale.

- **Impôts différés passifs**

En normes Solvabilité II, les impôts différés passifs sont valorisés en retenant un taux d'impôts sur les sociétés égal à 26,5 %.

- **Dettes envers les établissements de crédit**

Les comptes bancaires sont enregistrés au bilan Solvabilité 2 pour leur valeur nominale.

- **Dettes nées d'opérations d'assurance**

Les dettes nées d'opérations d'assurance sont maintenues pour leur valeur nette comptable.

- **Autres dettes (non liées aux opérations d'assurance)**

Les autres dettes sont valorisées à la valeur nette comptable.

- **Autres dettes non mentionnées dans les postes ci-dessus**

Cette ligne comprend les comptes de régularisation (produits constatés d'avance, ...). En norme Solvabilité 2, ces derniers sont maintenus à la valeur nette comptable, exception faite pour les comptes de régularisation des placements obligataires (valorisés à zéro car déjà rattachés aux placements obligataires à l'actif).

D.3.2 Comparaison avec N-1

Entre 2020 et 2021, les autres passifs des AMP ont évolué ainsi :

Passif au 31/12/2021 en K€	2020	2021
Provisions autres que les provisions techniques	264	259
Dépôts des réassureurs	3 138	3 704
Passifs d'impôts différés	2 116	669
Dettes envers des établissements de crédit	30	6 018
Dettes nées d'opérations d'assurance et montants dus aux intermédiaires	2 986	2 859
Dettes nées d'opérations de réassurance	5 527	24
Autres dettes (hors assurance)	3 695	3 489
Autres dettes non mentionnées dans les postes ci-dessus	0	0
TOTAL	17 755	17 021

Une forte variation est observée sur les dépôts des réassureurs et dettes nées d'opérations de réassurance entre les deux exercices.

D.4 METHODES DE VALORISATION ALTERNATIVE

Les AMP n'utilisent pas de méthode de valorisation alternative.

D.5. AUTRES INFORMATIONS

Actif en K€	Vision comptable 2021	Vision Economique 2021	Variation
Actifs incorporels	208		-208
Frais d'acquisition reportés	272		-272
Actif d'impôts différés		187	187
Placements	37 238	40 425	3 187
<i>Terrains et construction</i>	5 961	8 256	2 296
<i>Placements dans les entreprises liées</i>	0	0	0
<i>Autres placements</i>	31 278	32 169	891
Provisions techniques cédées	34 177	31 109	-3 068
Créances	6 161	6 161	0
Autres actifs	1 271	1 271	0
Comptes de régularisation	435	90	-345
Total	79 762	79 243	-519

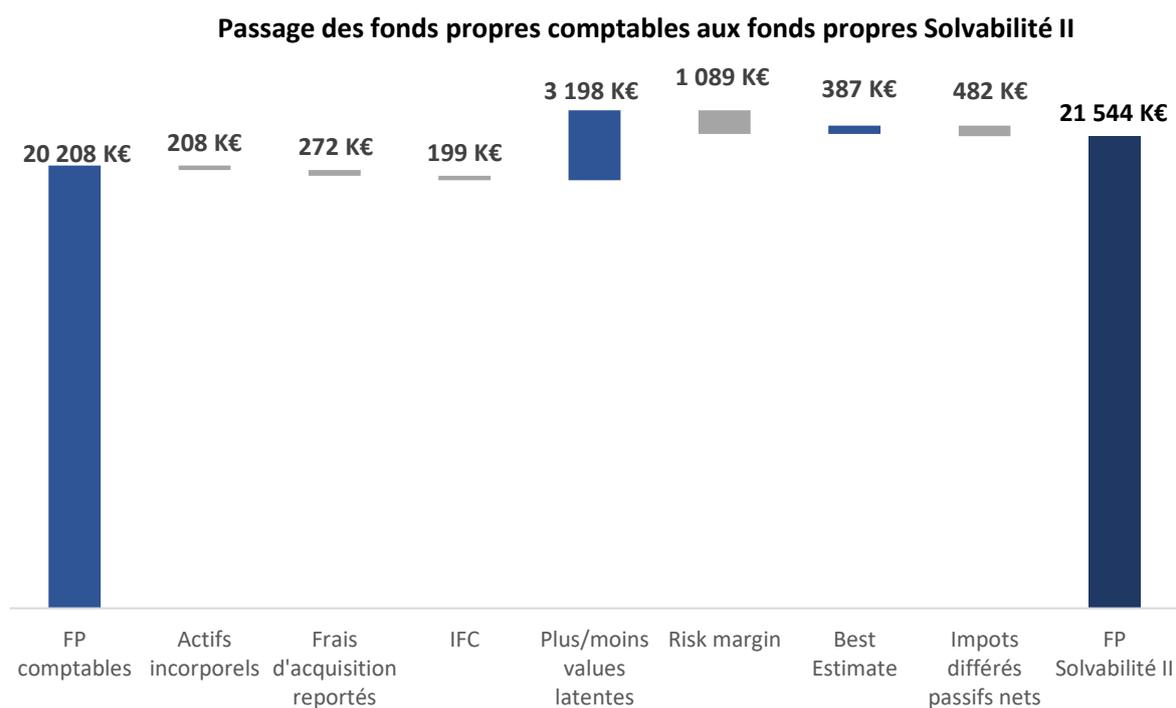
Passif en K€	Vision comptable 2021	Vision Economique 2021	Variation
Provisions techniques brutes	43 045	40 678	-2 367
<i>PSAP / Best Estimate de sinistres</i>	39 574	36 115	-3 459
<i>Best Estimate de Cotisations</i>		3 474	3 474
<i>Marge de risque</i>		1 089	1 089
<i>PPNA + PPE + PREC</i>	3 471	0	-3 471
Provisions pour risques et charges	60	259	199
Autres dettes	16 094	16 094	0
Passif d'impôts différés		669	669
Comptes de régularisation	356	0	-356
Total	59 555	57 699	-1 855

Excédent d'actif sur Passif	Vision comptable 2021	Vision Economique 2021	Variation
Fonds Propres	20 208	21 544	1 336

D. GESTION DU CAPITAL

E.1 FONDS PROPRES

Les fonds propres Solvabilité 2 sont déterminés par la différence entre l'actif et le passif tels que calculés dans la section précédente. Ils sont intégralement de niveau 1 et se décomposent de la manière suivante à fin 2021 :



Entre 2020 et 2021, les fonds propres comptables ont évolué comme suit :

Composition des Fonds Propres Comptables en K€	2020	2021
Fonds d'établissement	10 765	10 803
Ecart de réévaluation	0	0
Autres réserves	3 996	3 996
Report à nouveau	4 070	4 282
Résultat de l'exercice	212	1 127
Fonds Propres Comptables	19 042	20 208

La variation des capitaux propres norme française correspond à l'intégration du résultat de l'année 2021. Les écarts constatés sur la réserve de réconciliation Solvabilité 2 sont indiqués ci-dessous :

Réserve de réconciliation Solvabilité II en K€	2020	2021
Retraitement des actifs	-5 042	-706
Retraitement des passifs	7 557	2 524
Impôts différés nets	-704	-482
Réserve de réconciliation Solvabilité II	1 810	1 336

E.2 CAPITAL DE SOLVABILITE REQUIS ET MINIMUM DE CAPITAL REQUIS

E.2.1 Evolution constatée des SCR et MCR

La décomposition de capital de solvabilité requis (Solvability Capital Requirement en anglais, d'où SCR) est la suivante :

Risques (en K€)	2020	2021	Variation 2021-2020
Marché	4 733	5 096	362
Contrepartie	1 239	635	-603
Santé	362	297	-65
Non vie	2 792	2 614	-178
BSCR	6 778	6 640	-138
SCR Opérationnel	1 341	1 083	-258
SCR Ajustement	-704	-482	222
SCR	7 415	7 241	-174

Au 31 décembre 2021, le montant de SCR s'élève à 7 241 K€. Il diminue légèrement par rapport à 2020.

Le montant de BSCR diminue de 138 K€ par rapport à 2020. Cette baisse résulte de plusieurs facteurs :

- La diminution du risque de contrepartie suite à l'augmentation significative des nantissements des réassureurs.
- La baisse du SCR Souscription Non-Vie du fait de la sortie du portefeuille grossiste.

Dans le même temps :

- La baisse des provisions brutes de réassurance conduit à une diminution du risque opérationnel,
- La réévaluation des provisions nettes en vision Best Estimate et les plus-values latentes conduisent à un impôt différé net Passif plus conséquent que lors de l'exercice précédent. Cet impôt différé correspond à l'ajustement qui vient diminuer le montant de BSCR.

Concernant le capital minimum requis (Minimum Capital Requirement en anglais, d'où MCR), il est inchangé par rapport à 2020. En effet, le montant calculé est inférieur au montant minimal absolu fixé par la réglementation (3 700 k€) et est en adéquation avec les projections effectuées par les AMP au cours de l'exercice :

MCR en K€	Couverture des exigences réglementaires			
	2020	2021	2022	2023
Réalisé	3 700	3 700		
Projeté	3 700	3 700	3 700	3 700

E.2.2 Taux de couverture du SCR et du MCR

La stabilité du SCR associée à la hausse des fonds propres Solvabilité II engendre une hausse du ratio de solvabilité (SCR) de 17 points :

Évolution du ratio de couverture en K€	2020	2021	Variation 2021-2020
SCR	7 415	7 241	-174
Fonds Propres Solvabilité 2	20 853	21 544	691
Ratio de couverture du SCR	281 %	298 %	17 points
MCR	3 700	3 700	0
Ratio de couverture du MCR	564 %	582 %	18 points

Par ailleurs, les fonds propres variant très peu et le MCR demeurant stable, le ratio de couverture du MCR s'élève quant à lui à 582% et reste donc très largement supérieur aux exigences réglementaires.

UTILISATION DU SOUS-MODULE « RISQUE SUR ACTIONS » FONDE SUR LA DUREE DANS LE CALCUL DU SCR

Les Assurances et Mutuelles de Picardie n'utilisent pas le sous-module "risque sur actions" fondé sur la durée dans le calcul du SCR.

DIFFERENCES ENTRE LA FORMULE STANDARD ET TOUT MODELE INTERNE UTILISE

Les AMP utilisent la formule standard pour le calcul du SCR.

NON-RESPECT DU MCR & DU SCR

Les Assurances et Mutuelles de Picardie respectent les exigences de minimum de capital requis et de capital de solvabilité requis sur la période de référence : les taux de couverture de ces capitaux requis par les fonds propres Solvabilité 2 éligibles sont largement supérieurs à 100 %.

AUTRES INFORMATIONS

Aucune autre information autres que celles précitées n'est jugée importante par l'organisme au titre de l'exercice 2021.

1 ANNEXE : QRT PUBLICS

S.02.01.01.01

Actifs	Valeur Solvabilité II	
		C0010
Immobilisations incorporelles	R0030	0 k€
Actifs d'impôts différés	R0040	187 k€
Excédent du régime de retraite	R0050	0 k€
Immobilisations corporelles détenues pour usage propre	R0060	3 935 k€
Investissements (autres qu'actifs en représentation de contrats en unités de compte et indexés)	R0070	36 490 k€
Biens immobiliers (autres que détenus pour usage propre)	R0080	4 321 k€
Détentions dans des entreprises liées, y compris participations	R0090	0 k€
Actions	R0100	1 909 k€
Actions – cotées	R0110	1 909 k€
Actions – non cotées	R0120	0 k€
Obligations	R0130	22 087 k€
Obligations d'État	R0140	0 k€
Obligations d'entreprise	R0150	22 087 k€
Titres structurés	R0160	0 k€
Titres garantis	R0170	0 k€
Organismes de placement collectif	R0180	1 625 k€
Produits dérivés	R0190	0 k€
Dépôts autres que les équivalents de trésorerie	R0200	6 549 k€
Autres investissements	R0210	0 k€
Actifs en représentation de contrats en unités de compte et indexés	R0220	0 k€
Prêts et prêts hypothécaires	R0230	0 k€
Avances sur police	R0240	0 k€
Prêts et prêts hypothécaires aux particuliers	R0250	0 k€
Autres prêts et prêts hypothécaires	R0260	0 k€
Montants recouvrables au titre des contrats de réassurance	R0270	31 109 k€
Non-vie et santé similaire à la non-vie	R0280	31 109 k€
Non-vie hors santé	R0290	30 481 k€
Santé similaire à la non-vie	R0300	628 k€
Vie et santé similaire à la vie, hors santé, UC et indexés	R0310	0 k€
Santé similaire à la vie	R0320	0 k€
Vie hors santé, UC et indexés	R0330	0 k€
Vie UC et indexés	R0340	0 k€
Dépôts auprès des cédantes	R0350	0 k€
Créances nées d'opérations d'assurance et montants à recevoir d'intermédiaires	R0360	2 992 k€
Créances nées d'opérations de réassurance	R0370	3 137 k€
Autres créances (hors assurance)	R0380	32 k€
Actions propres auto-détenues (directement)	R0390	0 k€
Éléments de fonds propres ou fonds initial appelé(s), mais non encore payé(s)	R0400	0 k€
Trésorerie et équivalents de trésorerie	R0410	1 271 k€
Autres actifs non mentionnés dans les postes ci-dessus	R0420	90 k€
Total de l'actif	R0500	79 243 k€

Passifs	Valeur Solvabilité II	
		C0010
Provisions techniques non-vie	R0510	40 678 k€
Provisions techniques non-vie (hors santé)	R0520	39 888 k€
Provisions techniques calculées comme un tout	R0530	0 k€
Meilleure estimation	R0540	38 820 k€
Marge de risque	R0550	1 068 k€
Provisions techniques santé (similaire à la non-vie)	R0560	790 k€
Provisions techniques calculées comme un tout	R0570	0 k€
Meilleure estimation	R0580	769 k€
Marge de risque	R0590	21 k€
Provisions techniques vie (hors UC et indexés)	R0600	0 k€
Provisions techniques santé (similaire à la vie)	R0610	0 k€
Provisions techniques calculées comme un tout	R0620	0 k€
Meilleure estimation	R0630	0 k€
Marge de risque	R0640	0 k€
Provisions techniques vie (hors santé, UC et indexés)	R0650	0 k€
Provisions techniques calculées comme un tout	R0660	0 k€
Meilleure estimation	R0670	0 k€
Marge de risque	R0680	0 k€
Provisions techniques UC et indexés	R0690	0 k€
Provisions techniques calculées comme un tout	R0700	0 k€
Meilleure estimation	R0710	0 k€
Marge de risque	R0720	0 k€
Passifs éventuels	R0740	0 k€
Provisions autres que les provisions techniques	R0750	60 k€
Provisions pour retraite	R0760	199 k€
Dépôts des réassureurs	R0770	3 704 k€
Passifs d'impôts différés	R0780	669 k€
Produits dérivés	R0790	0 k€
Dettes envers des établissements de crédit	R0800	6 018 k€
Dettes financières autres que celles envers les établissements de crédit	R0810	0 k€
Dettes nées d'opérations d'assurance et montants dus aux intermédiaires	R0820	2 859 k€
Dettes nées d'opérations de réassurance	R0830	24 k€
Autres dettes (hors assurance)	R0840	3 489 k€
Passifs subordonnés	R0850	0 k€
. Passifs subordonnés non inclus dans les fonds propres de base	R0860	0 k€
. Passifs subordonnés inclus dans les fonds propres de base	R0870	0 k€
Autres dettes non mentionnées dans les postes ci-dessus	R0880	0 k€
Total du passif	R0900	57 699 k€
Excédent d'actif sur passif	R1000	21 544 k€

S.05.01.02
Primes, sinistres et dépenses par ligne d'activité

	Ligne d'activité pour: engagements d'assurance et de réassurance non-vie (assurance directe et réassurance)										Ligne d'activité pour: engagements					Ligne d'activité pour:			Total
	Assurance des frais médicaux	Assurance de protection du revenu	Assurance d'indemnisation des travailleurs	Assurance de responsabilité civile automobile	Autre assurance des véhicules à moteur	Assurance maritime, aérienne et transport	Assurance incendie et autres dommages aux biens	Assurance de responsabilité civile générale	Assurance crédit et cautionnement	Assurance de protection juridique	Assistance péonimaires diverses	Pertes	Santé	Accidents	Assurance maritime, aérienne et transport	Biens			
	C0010	C0020	C0030	C0040	C0050	C0060	C0070	C0080	C0090	C0100	C0110	C0120	C0130	C0140	C0150	C0160	C0200		
Primes émises																			
Brut - assurance directe	R0110	2 582 k€	0 k€	0 k€	6 519 k€	5 940 k€	9 514 k€	1 900 k€	0 k€	1 434 k€	0 k€	0 k€					27 890 k€		
Brut - Réassurance proportionnelle acceptée	R0120	0 k€	0 k€	0 k€	0 k€	0 k€	0 k€	0 k€	0 k€	0 k€	0 k€	0 k€					0 k€		
Brut - Réassurance non proportionnelle acceptée	R0130												0 k€	0 k€	0 k€	0 k€	0 k€		
Part des réassureurs	R0140	1 509 k€	0 k€	0 k€	4 050 k€	4 559 k€	7 435 k€	1 501 k€	0 k€	757 k€	0 k€	0 k€	0 k€	0 k€	0 k€	0 k€	19 810 k€		
Net	R0200	1 073 k€	0 k€	0 k€	2 470 k€	1 381 k€	2 079 k€	399 k€	0 k€	678 k€	0 k€	0 k€	0 k€	0 k€	0 k€	0 k€	8 080 k€		
Primes acquises																			
Brut - assurance directe	R0210	2 584 k€	0 k€	0 k€	6 526 k€	5 951 k€	9 514 k€	1 900 k€	0 k€	1 435 k€	0 k€	0 k€					27 910 k€		
Brut - Réassurance proportionnelle acceptée	R0220	0 k€	0 k€	0 k€	0 k€	0 k€	0 k€	0 k€	0 k€	0 k€	0 k€	0 k€					0 k€		
Brut - Réassurance non proportionnelle acceptée	R0230												0 k€	0 k€	0 k€	0 k€	0 k€		
Part des réassureurs	R0240	1 509 k€	0 k€	0 k€	4 867 k€	4 722 k€	7 431 k€	1 501 k€	0 k€	771 k€	0 k€	0 k€	0 k€	0 k€	0 k€	0 k€	20 803 k€		
Net	R0300	1 075 k€	0 k€	0 k€	1 658 k€	1 229 k€	2 083 k€	399 k€	0 k€	664 k€	0 k€	0 k€	0 k€	0 k€	0 k€	0 k€	7 107 k€		
Charge des sinistres																			
Brut - assurance directe	R0310	1 219 k€	0 k€	0 k€	-645 k€	4 107 k€	4 820 k€	831 k€	0 k€	76 k€	0 k€	0 k€					10 407 k€		
Brut - Réassurance proportionnelle acceptée	R0320	0 k€	0 k€	0 k€	0 k€	0 k€	0 k€	0 k€	0 k€	0 k€	0 k€	0 k€					0 k€		
Brut - Réassurance non proportionnelle acceptée	R0330												0 k€	0 k€	0 k€	0 k€	0 k€		
Part des réassureurs	R0340	639 k€	0 k€	0 k€	-1 304 k€	3 305 k€	3 615 k€	729 k€	0 k€	144 k€	0 k€	0 k€	0 k€	0 k€	0 k€	0 k€	7 128 k€		
Net	R0400	580 k€	0 k€	0 k€	659 k€	802 k€	1 204 k€	102 k€	0 k€	-68 k€	0 k€	0 k€	0 k€	0 k€	0 k€	0 k€	3 280 k€		
Variation des autres provisions techniques																			
Brut - assurance directe	R0410	0 k€	0 k€	0 k€	-2 084 k€	-147 k€	0 k€	0 k€	0 k€	0 k€	0 k€	0 k€					-2 231 k€		
Brut - Réassurance proportionnelle acceptée	R0420	0 k€	0 k€	0 k€	0 k€	0 k€	0 k€	0 k€	0 k€	0 k€	0 k€	0 k€					0 k€		
Brut - Réassurance non proportionnelle acceptée	R0430												0 k€	0 k€	0 k€	0 k€	0 k€		
Part des réassureurs	R0440	0 k€	0 k€	0 k€	-1 663 k€	-117 k€	0 k€	0 k€	0 k€	0 k€	0 k€	0 k€	0 k€	0 k€	0 k€	0 k€	-1 780 k€		
Net	R0500	0 k€	0 k€	0 k€	-421 k€	-30 k€	0 k€	0 k€	0 k€	0 k€	0 k€	0 k€	0 k€	0 k€	0 k€	0 k€	-450 k€		
Dépenses engagées	R0550	447 k€	0 k€	0 k€	1 688 k€	1 792 k€	3 285 k€	625 k€	0 k€	462 k€	0 k€	0 k€	0 k€	0 k€	0 k€	0 k€	8 280 k€		
Autres dépenses	R1200																-4 841 k€		
Total des dépenses	R1300																3 439 k€		

Annex I
S.19.01.21
Sinistres en non-vie

Total Activité en non-vie

année de souscription	Z0010	2021
--------------------------	-------	------

Sinistres payés bruts (non cumulés)
(valeur absolue)

Cécident	Année	Année de développement										10 & +	Pour l'année en cours	Somme des années			
		0	1	2	3	4	5	6	7	8	9						
R0100	C0010	7 780 k€	4 242 k€	1 067 k€	160 k€	240 k€	84 k€	-42 k€	105 k€	2 k€	0 k€	0 k€	R0100	C0170	351 k€	C0180	59 687 k€
N-9	R0160	7 780 k€	4 242 k€	1 067 k€	160 k€	240 k€	84 k€	-42 k€	105 k€	2 k€	0 k€	0 k€	R0160	0 k€	0 k€	C0180	13 641 k€
N-8	R0170	9 548 k€	4 453 k€	939 k€	355 k€	-306 k€	31 k€	5 k€	0 k€	29 k€			R0170	29 k€	15 054 k€		
N-7	R0180	8 056 k€	4 930 k€	357 k€	48 k€	53 k€	47 k€	2 k€	18 k€				R0180	18 k€	13 511 k€		
N-6	R0190	8 014 k€	3 278 k€	274 k€	244 k€	27 k€	65 k€	25 k€					R0190	25 k€	11 927 k€		
N-5	R0200	8 089 k€	3 533 k€	567 k€	392 k€	128 k€	147 k€						R0200	147 k€	12 858 k€		
N-4	R0210	9 774 k€	3 856 k€	1 265 k€	451 k€	523 k€							R0210	523 k€	15 869 k€		
N-3	R0220	10 018 k€	4 846 k€	1 225 k€	710 k€								R0220	710 k€	16 798 k€		
N-2	R0230	10 226 k€	4 470 k€	1 433 k€									R0230	1 433 k€	16 129 k€		
N-1	R0240	9 247 k€	4 635 k€										R0240	4 635 k€	13 882 k€		
N	R0250	9 789 k€											R0250	9 789 k€	9 789 k€		
	Total												R0260	17 661 k€	199 145 k€		

Meilleure estimation provisions pour sinistres brutes non actualisées

(valeur absolue)

Cécident	Année	Année de développement										10 & +	Fin d'année				
		0	1	2	3	4	5	6	7	8	9						
R0100	C0200	0 k€	0 k€	0 k€	0 k€	222 k€	233 k€	214 k€	172 k€	221 k€	371 k€	210 k€	316 k€	R0100	C0360	4 249 k€	
N-9	R0160	0 k€	0 k€	0 k€	0 k€	222 k€	233 k€	214 k€	172 k€	221 k€	371 k€	210 k€	316 k€	R0160	318 k€	13 641 k€	
N-8	R0170	0 k€	0 k€	0 k€	437 k€	412 k€	412 k€	277 k€	214 k€	3012 k€	2 644 k€	2 757 k€		R0170	2 646 k€	15 054 k€	
N-7	R0180	0 k€	0 k€	648 k€	412 k€	415 k€	415 k€	511 k€	170 k€	106 k€	50 k€			R0180	51 k€	13 511 k€	
N-6	R0190	0 k€	1 366 k€	548 k€	448 k€	448 k€	139 k€	360 k€	360 k€	304 k€				R0190	306 k€	11 927 k€	
N-5	R0200	6 353 k€	1 469 k€	715 k€	448 k€	139 k€	181 k€							R0200	183 k€	12 858 k€	
N-4	R0210	5 321 k€	1 949 k€	2 998 k€	2 245 k€	1 021 k€								R0210	1 028 k€	15 869 k€	
N-3	R0220	9 827 k€	4 917 k€	4 407 k€	2 778 k€									R0220	2 796 k€	16 798 k€	
N-2	R0230	15 393 k€	13 624 k€	12 675 k€										R0230	12 756 k€	16 129 k€	
N-1	R0240	14 130 k€	4 464 k€											R0240	4 492 k€	13 882 k€	
N	R0250	7 214 k€												R0250	7 291 k€	9 789 k€	
	Total													R0260	36 115 k€		

	Total	Niveau 1 – non restreint	Niveau 1 – restreint	Niveau 2	Niveau 3
	C0010	C0020	C0030	C0040	C0050
Fonds propres de base avant déduction pour participations dans d'autres secteurs financiers, comme prévu à l'article 68 du règlement délégué 2015/35					
Capital en actions ordinaires (brut des actions propres)	R0010	0 k€	0 k€	0 k€	0 k€
Compte de primes d'émission lié au capital en actions ordinaires	R0030	0 k€	0 k€	0 k€	0 k€
Fonds initial, cotisations des membres ou élément de fonds propres de base équivalent pour les mutuelles et les entreprises de type mutuel	R0040	10 803 k€	10 803 k€	0 k€	0 k€
Comptes mutualistes subordonnés	R0050	0 k€	0 k€	0 k€	0 k€
Fonds excédentaires	R0070	0 k€	0 k€	0 k€	0 k€
Actions de préférence	R0090	0 k€	0 k€	0 k€	0 k€
Compte de primes d'émission lié aux actions de préférence	R0110	0 k€	0 k€	0 k€	0 k€
Réserve de réconciliation	R0130	10 741 k€	10 741 k€	0 k€	0 k€
Passifs subordonnés	R0140	0 k€	0 k€	0 k€	0 k€
Montant égal à la valeur des actifs d'impôts différés nets	R0160	0 k€	0 k€	0 k€	0 k€
Autres éléments de fonds propres approuvés par l'autorité de contrôle en tant que fonds propres de base non spécifiés supra	R0180	0 k€	0 k€	0 k€	0 k€
Fonds propres issus des états financiers qui ne devraient pas être inclus dans la réserve de réconciliation et qui ne respectent pas les critères de fonds propres de Solvabilité II					
Fonds propres issus des états financiers qui ne devraient pas être inclus dans la réserve de réconciliation et qui ne respectent pas les critères de fonds propres de Solvabilité II	R0220	0 k€	0 k€	0 k€	0 k€
Déductions					
Déductions pour participations dans des établissements de crédit et des établissements financiers	R0230	0 k€	0 k€	0 k€	0 k€
Total fonds propres de base après déductions	R0290	21 544 k€	21 544 k€	0 k€	0 k€
Fonds propres auxiliaires					
Capital en actions ordinaires non libéré et non appelé, appelable sur demande	R0300	0 k€	0 k€	0 k€	0 k€
Fonds initial, cotisations des membres ou élément de fonds propres de base équivalents, non libérés, non appelés et appelables sur demande, pour les mutuelles et les entreprises de type mutuel	R0310	0 k€	0 k€	0 k€	0 k€
Actions de préférence non libérées et non appelées, appelables sur demande	R0320	0 k€	0 k€	0 k€	0 k€
Engagements juridiquement contraignants de souscrire et de payer des passifs subordonnés sur demande	R0330	0 k€	0 k€	0 k€	0 k€
Lettres de crédit et garanties relevant de l'article 96, paragraphe 2, de la directive 2009/138/CE	R0340	0 k€	0 k€	0 k€	0 k€
Lettres de crédit et garanties ne relevant pas de l'article 96, paragraphe 2, de la directive 2009/138/CE	R0350	0 k€	0 k€	0 k€	0 k€
Rappels de cotisations en vertu de l'article 96, point 3, de la directive 2009/138/CE	R0360	0 k€	0 k€	0 k€	0 k€
Rappels de cotisations ne relevant pas de l'article 96, paragraphe 3, de la directive 2009/138/CE	R0370	0 k€	0 k€	0 k€	0 k€
Autres fonds propres auxiliaires	R0390	0 k€	0 k€	0 k€	0 k€
Total fonds propres auxiliaires	R0400	0 k€	0 k€	0 k€	0 k€
Fonds propres éligibles et disponibles					
Total des fonds propres disponibles pour couvrir le capital de solvabilité requis	R0500	21 544 k€	21 544 k€	0 k€	0 k€
Total des fonds propres disponibles pour couvrir le minimum de capital requis	R0510	21 544 k€	21 544 k€	0 k€	0 k€
Total des fonds propres éligibles pour couvrir le capital de solvabilité requis	R0540	21 544 k€	21 544 k€	0 k€	0 k€
Total des fonds propres éligibles pour couvrir le minimum de capital requis	R0550	21 544 k€	21 544 k€	0 k€	0 k€
Capital de solvabilité requis	R0580	7 241 k€	0 k€	0 k€	0 k€
Minimum de capital requis	R0600	3 700 k€	0 k€	0 k€	0 k€
Ratio fonds propres éligibles sur capital de solvabilité requis	R0620	298%	0 k€	0 k€	0 k€
Ratio fonds propres éligibles sur minimum de capital requis	R0640	582%	0 k€	0 k€	0 k€
Réserve de réconciliation					
Excédent d'actif sur passif	R0700	21 544 k€	0 k€	0 k€	0 k€
Actions propres (détenues directement et indirectement)	R0710	0 k€	0 k€	0 k€	0 k€
Dividendes, distributions et charges prévisibles	R0720	0 k€	0 k€	0 k€	0 k€
Autres éléments de fonds propres de base	R0730	10 803 k€	0 k€	0 k€	0 k€
Ajustement pour les éléments de fonds propres restreints relatifs aux portefeuilles sous ajustement égalisateur et aux fonds cantonnés	R0740	0 k€	0 k€	0 k€	0 k€
Réserve de réconciliation	R0760	10 741 k€	0 k€	0 k€	0 k€
Bénéfices attendus					
Bénéfices attendus inclus dans les primes futures (EPIFP) – activités vie	R0770	0 k€	0 k€	0 k€	0 k€
Bénéfices attendus inclus dans les primes futures (EPIFP) – activités non-vie	R0780	0 k€	0 k€	0 k€	0 k€
Total bénéfices attendus inclus dans les primes futures (EPIFP)	R0790	0 k€	0 k€	0 k€	0 k€

Annex I

S.25.01.21

Capital de solvabilité requis – pour les entreprises qui utilisent la formule standard

		Capital de solvabilité requis brut	USP	Simplifications
		C0110	C0090	C0100
Risque de marché	R0010	5 096 k€		
Risque de défaut de la contrepartie	R0020	635 k€		
Risque de souscription en vie	R0030	0 k€		
Risque de souscription en santé	R0040	297 k€		
Risque de souscription en non-vie	R0050	2 614 k€		
Diversification	R0060	-2 003 k€		
Risque lié aux immobilisations incorporelles	R0070	0 k€		
Capital de solvabilité requis de base	R0100	6 640 k€		

Calcul du capital de solvabilité requis

Risque opérationnel	R0130	1 083 k€
Capacité d'absorption des pertes des provisions techniques	R0140	0 k€
Capacité d'absorption de pertes des impôts différés	R0150	-482 k€
Capital requis pour les activités exercées conformément à l'article 4 de la directive 2003/41/CE	R0160	0 k€
Capital de solvabilité requis à l'exclusion des exigences de capital supplémentaire	R0200	7 241 k€
Exigences de capital supplémentaire déjà définies	R0210	0 k€
Capital de solvabilité requis	R0220	7 241 k€
Autres informations sur le SCR		
Capital requis pour le sous-module risque sur actions fondé sur la durée	R0400	0 k€
Total du capital de solvabilité requis notionnel pour la part restante	R0410	0 k€
Total du capital de solvabilité requis notionnel pour les fonds cantonnés	R0420	0 k€
Total du capital de solvabilité requis notionnel pour les portefeuilles sous ajustement égalisateur	R0430	0 k€
Effets de diversification dus à l'agrégation des nSCR des FC selon l'article 304	R0440	0 k€

Annex I

S.28.01.01

**Minimum de capital requis (MCR) – Activité d'assurance ou de réassurance vie uniquement
ou activité d'assurance ou de réassurance non-vie uniquement**

Terme de la formule linéaire pour les engagements d'assurance et de réassurance non-vie

RésultatMCRNL	C0010		Meilleure estimation et PT calculées comme un tout, nettes (de la réassurance)	Primes émises au cours des 12 derniers mois, nettes (de la réassurance)
	R0010	1 368 k€		
			C0020	C0030
Assurance frais médicaux et réassurance proportionnelle y afférente	R0020	141 k€	141 k€	1 073 k€
Assurance de protection du revenu, y compris réassurance proportionnelle y	R0030	0 k€	0 k€	0 k€
Assurance indemnisation des travailleurs et réassurance proportionnelle y afférente	R0040	0 k€	0 k€	0 k€
Assurance de responsabilité civile automobile et réassurance proportionnelle y	R0050	3 604 k€	3 604 k€	1 663 k€
Autre assurance des véhicules à moteur et réassurance proportionnelle y afférente	R0060	901 k€	901 k€	1 269 k€
Assurance maritime, aérienne et transport et réassurance proportionnelle y	R0070	0 k€	0 k€	0 k€
Assurance incendie et autres dommages aux biens et réassurance proportionnelle	R0080	2 682 k€	2 682 k€	2 037 k€
Assurance de responsabilité civile générale et réassurance proportionnelle y	R0090	1 277 k€	1 277 k€	400 k€
Assurance crédit et cautionnement et réassurance proportionnelle y afférente	R0100	0 k€	0 k€	0 k€
Assurance de protection juridique et réassurance proportionnelle y afférente	R0110	0 k€	0 k€	664 k€
Assurance assistance et réassurance proportionnelle y afférente	R0120	0 k€	0 k€	0 k€
Assurance pertes pécuniaires diverses et réassurance proportionnelle y afférente	R0130	0 k€	0 k€	0 k€
Réassurance santé non proportionnelle	R0140	0 k€	0 k€	0 k€
Réassurance accidents non proportionnelle	R0150	0 k€	0 k€	0 k€
Réassurance maritime, aérienne et transport non proportionnelle	R0160	0 k€	0 k€	0 k€
Réassurance dommages non proportionnelle	R0170	0 k€	0 k€	0 k€

Terme de la formule linéaire pour les engagements d'assurance et de réassurance vie

RésultatMCRL	C0040		Meilleure estimation et PT calculées comme un tout, nettes (de la réassurance / des véhicules de titrisation)	Montant total du capital sous risque net (de la réassurance/ des véhicules de titrisation)
	R0200	0,00		
			C0050	C0060
Engagements avec participation aux bénéfices – Prestations garanties	R0210	0,00	0,00	
Engagements avec participation aux bénéfices – Prestations discrétionnaires futures	R0220	0,00	0,00	
Engagements d'assurance avec prestations indexées et en unités de compte	R0230	0,00	0,00	
Autres engagements de (ré)assurance vie et de (ré)assurance santé	R0240	0,00	0,00	
Montant total du capital sous risque pour tous les engagements de (ré)assurance vie	R0250			0,00

Calcul du MCR global

	C0070	
MCR linéaire	R0300	1 368 k€
Capital de solvabilité requis	R0310	7 241 k€
Plafond du MCR	R0320	3 259 k€
Plancher du MCR	R0330	1 810 k€
MCR combiné	R0340	1 810 k€
Seuil plancher absolu du MCR	R0350	3 700 k€
		C0070
Minimum de capital requis	R0400	3 700 k€